

La Convention sur l'eau :

30 ans d'impacts positifs et de réalisations sur le terrain



La Convention sur l'eau :

30 ans d'impacts positifs et de réalisations sur le terrain



NATIONS UNIES

Genève, 2022

© 2022 Nations Unies
Tous droits réservés pour tous les pays

Les demandes de reproduction d'extraits ou de photocopie doivent être adressées au Copyright Clearance Center, sur le site www.copyright.com.

Pour tout autre renseignement concernant les droits et autorisations, y compris les droits dérivés, prière de s'adresser à :

Publications des Nations Unies
405 East 42nd Street
S-09FW001
New York, NY 10017
États-Unis d'Amérique
Courriel : permissions@un.org
Site Web : <https://shop.un.org>

Les observations, interprétations et conclusions exprimées dans le présent document n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation des Nations Unies, de ses fonctionnaires ou des États Membres.

Les liens qui figurent dans la présente publication sont fournis pour la commodité du lecteur et leur fiabilité est confirmée à la date de parution. L'Organisation des Nations Unies décline toute responsabilité quant à l'exactitude de ces informations à un stade ultérieur ou au contenu de tout site Web externe.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Toute référence au Kosovo figurant dans la présente publication doit être entendue dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

Le présent document est publié en anglais, arabe, espagnol, français et russe.

Crédits photo : freepik.com (pages : page de couverture ; 7 ; 8-9), unsplash.com (pages : VI-VII ; 1 ; 7 ; 10-11 ; 18-19 ; 20-21 ; 22 ; 25 ; 30 ; 32-33 ; 34-35 ; 36-37), depositphotos.com (pages : 13 ; 15 ; 16-17 ; 28-29 ; 35 ; 39), Institut international du développement durable (IISD) (pages : VIII-1 ; 41)

Publication des Nations Unies établie par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

Contact :

Secrétariat de la Convention sur l'eau

Courriel : water.convention@un.org

Site Web : <http://www.unece.org/env/water>

ECE/MP.WAT/69

PUBLICATION DES NATIONS UNIES
eISBN : 978-92-1-001865-4



AVANT-PROPOS

L'ESPRIT D'HELSINKI CONTINUE DE SOUFFLER SUR LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'EAU



Olga Algayerova
Secrétaire générale adjointe de l'ONU
Secrétaire exécutive
de la Commission économique
des Nations Unies pour l'Europe

En mars 1992, des gouvernements se sont réunis à Helsinki, en Finlande, avec une idée en tête : instaurer une gestion collaborative et durable des eaux partagées dans la région paneuropéenne. Cette réunion a donné naissance à la Convention sur l'eau, qui constitue à la fois un cadre juridique mondial et une plateforme intergouvernementale visant à améliorer la gestion des cours d'eau partagés. Avec le recul, ce moment peut être qualifié de décisif. À l'aube du XXIe siècle, le texte adopté et signé à Helsinki reste plus pertinent que jamais et l'esprit qui y a présidé continue de souffler à l'heure où la Convention sur l'eau célèbre son trentième anniversaire. Aujourd'hui, cette convention offre un cadre efficace pour faire progresser la coopération dans la gestion des eaux transfrontières au niveau mondial.

La présente publication retrace les nombreuses réussites à mettre au crédit de la Convention au cours des trois dernières décennies. L'impact de l'accord rédigé à Helsinki continue de se faire sentir aux quatre coins du monde. En effet, la capacité de cet instrument à réunir des pays riverains et à les amener à gérer leurs ressources hydriques communes dans un esprit de collaboration a séduit beaucoup d'États au-delà de la région paneuropéenne, et a conduit en 2016 à ouvrir la Convention à l'adhésion de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Le Ghana, la Guinée-Bissau, le Sénégal, le Tchad et le Togo ont été les premiers à y adhérer, rejoignant ainsi les 41 Parties à la Convention originaires d'Europe et d'Asie centrale, et plusieurs autres pays sont actuellement engagés dans le processus d'adhésion.

Les récits présentés illustrent de manière éloquent comment la Convention a réussi à promouvoir la coopération entre les États riverains, au niveau tant politique que technique, ainsi que les nombreux résultats avérés de ces efforts de coopération : amélioration de la qualité de l'eau et de la santé humaine, atténuation des effets des inondations et des sécheresses,

prévention des conflits, intégration régionale et préservation ou restauration des écosystèmes fluviaux.

La présente publication ne se limite pas à l'évocation de quelques exemples de coopération, elle traduit également l'esprit de collaboration des nombreuses personnes à travers le monde qui ont apporté leur témoignage et accepté de répondre à nos questions, mettant ainsi en lumière la capacité de la Convention à changer des vies de manière positive. Chaque exemple de réussite est le fait d'acteurs essentiels, gouvernementaux ou non gouvernementaux, investis dans la gestion durable des ressources en eau partagées au moyen de la coopération.

Je vous invite à parcourir ces récits et à découvrir les nombreux outils et accords susceptibles de prévenir les conflits, de maintenir la paix et de garantir durablement les fondements d'une vie en harmonie avec la nature. Le trentième anniversaire de la Convention sur l'eau nous rappelle aussi avec force que de nombreux fleuves, lacs et aquifères transfrontières dans le monde ne sont pas encore dotés d'un mécanisme opérationnel de coopération pour la gestion des eaux transfrontières. Une intensification significative de cette coopération s'impose d'urgence et constituerait une contribution essentielle à la Décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable d'ici à 2030.

La présente publication n'est pas seulement une vaste compilation d'initiatives exemplaires, elle se veut aussi une source d'orientation et d'inspiration, et un appel à intensifier notre action en faveur de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières. L'eau est un puissant vecteur de coopération internationale. Inspirons-nous de ces témoignages pour promouvoir partout dans le monde la coopération dans le domaine des eaux transfrontières.

REMERCIEMENTS

Les impacts positifs et les réalisations évoqués dans la présente publication n'auraient pas été possibles sans la détermination de nombreux représentants nationaux, notamment des ministres, des membres des missions diplomatiques, des points de contact, des présidents et membres du Bureau, mais aussi des partenaires, des donateurs et beaucoup d'autres, qui ont œuvré sans relâche pendant trois décennies pour parvenir à des résultats concrets et faire de la Convention sur l'eau ce qu'elle est aujourd'hui.

Le présent document s'appuie sur des exemples de réussite communiqués au début de l'année 2022 par des gouvernements et d'autres acteurs en réponse à un appel ouvert lancé par le secrétariat de la Convention visant à recueillir des témoignages sur les retombées positives concrètes de la Convention sur l'eau. Il comprend également des informations recueillies lors d'entretiens menés entre mars et avril 2022.

Le secrétariat tient à remercier les experts et organisations mentionnés ci-dessous pour les exemples fructueux présentés.

1. Danube Sturgeon Task Force (par Miklós Marton (Hongrie))
2. La coopération dans le domaine des eaux transfrontières, un moyen de faire progresser la protection et le développement durable du bassin du Dniestr partagé par la République de Moldova et l'Ukraine (par Dana Bogdan et André Thomas Confiado (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe))
3. Les 25 ans de la Commission internationale pour la protection du Danube : de la Convention à l'action (par Hélène Masliah-Gilkarov (Commission internationale pour la protection du Danube))
4. L'expertise hongroise dans le domaine de l'eau mise au service du Ghana (par Patrícia Marity (Hongrie))
5. Danube River Basin Enhanced Flood Forecasting Cooperation (by Viktor Oroszi, Hungary)
6. Coopération transfrontière et gestion intégrée des ressources en eau dans le bassin étendu du Drin (par Gerta Lubonja (Albanie))
7. L'Autorité du Bassin du Niger : un outil de développement et d'intégration harmonieuse pour neuf pays (par Kone Soungalo (Autorité du Bassin du Niger))
8. La Roumanie engagée dans des négociations bilatérales dans le cadre de la Convention sur l'eau (Helsinki 1992) (par Carmen Neagu (Roumanie))
9. Les femmes, l'eau et les changements climatiques (par Ruth A. Richardson (Réseau international des femmes libérales))
10. Charte de l'eau du bassin de la Volta : un outil pour une utilisation concertée, équitable et durable des ressources hydriques communes du bassin de la Volta (par Robert Yaovi Dessouassi (Autorité du bassin de la Volta))
11. Une coopération mutuellement bénéfique dans les bassins fluviaux transfrontières du Tchou et du Talas (par Indira Akbozova (Secrétariat de la Commission de gestion des eaux du Tchou et du Talas))
12. Élaboration et approbation du plan de gestion du bassin du Dniepr (par Viktoria Voronova et Vladimir Korneev (Biélorus))
13. Bleu et vert. Une gestion de l'eau durable, intégrée et adaptée aux changements climatiques (par György Rátfai (Hongrie))
14. Convention sur l'eau – Fondement juridique et source d'inspiration (par Heide Jekel (Allemagne))
15. Coopération transfrontière dans le bassin de la Save (par Dragan Zeljko (Commission internationale du bassin de la Save))
16. Directive-cadre de l'UE sur l'eau (par Hans Stielstra (Commission européenne))
17. Favoriser la transition vers des masses d'eau saines, dans le cadre de l'Initiative de l'Union européenne pour l'eau Plus (par Michaela Hauf (Commission européenne))
18. Promotion de la paix et de la sécurité grâce à la diplomatie de l'eau – Un exemple de réussite de l'Institut international de l'eau de Stockholm et du Centre international pour la coopération dans le domaine de l'eau (par Martina Klimes (Institut international de l'eau de Stockholm/Centre international pour la coopération dans le domaine de l'eau))
19. Renforcement des capacités en vue d'une meilleure gouvernance des eaux transfrontières (par Yumiko Yasuda (Partenariat mondial pour l'eau))
20. Rhin 2040 – Un succès international à pérenniser (par Marc Daniel Heintz (Commission internationale pour la protection du Rhin))
21. Accords conclus et coopération fructueuse en matière d'eaux transfrontières aux frontières de la Pologne (par Katarzyna Delis-Szeląg (Pologne))
22. Coopération dans le bassin de la Tisza : renforcement de la coopération afin de mettre en œuvre le plan actualisé de gestion intégrée du bassin de la Tisza, à l'appui du développement durable de la région (par Péter Kovács et György Rátfai (Hongrie))
23. La coopération transfrontière : un facteur essentiel pour la réalisation des objectifs de développement durable (par Nelao Haimbodi (Commission permanente du bassin du fleuve Okavango))
24. Action coordonnée dans le bassin du Drin : du partage des eaux au partage des avantages (par Katharina Davis (Programme des Nations Unies pour le développement))
25. Projet de coopération sur le bassin aquifère sénégal-mauritanien (par Hilario Sanha (Guinée-Bissau))
26. Consolidation de la coopération entre l'Équateur et le Pérou en matière de gestion des cours d'eau transfrontières (par Sebastián Izquierdo (Programme des Nations Unies pour le développement))
27. Application de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux en République d'Ouzbékistan (par Askar Mirsaidov (Ouzbékistan))
28. La Convention d'Albufeira : un outil de coopération indispensable pour la gestion des bassins hydrographiques hispano-portugais (par Concepción Marcuello Olona (Espagne))

Toutes les citations figurant ci-après sont extraites des déclarations formulées à la neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau (Genève, 29 septembre-1er octobre 2021), à l'exception de la déclaration de Serik Kozhaniyazov (Kazakhstan) prononcée lors de la réunion régionale paneuropéenne préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 (Genève, 12-13 avril 2022).

Le secrétariat tient à remercier les experts suivants, qui ont été interviewés ou ont apporté un supplément d'information au cours de l'élaboration de cette publication :

- Indira Akbozova (Secrétariat de la Commission de gestion des eaux du Tchou et du Talas)
- Serik Akhmetov (Centre international d'évaluation de l'eau)
- Johan Antti (Suède)
- Serik Akhmetov, International Water Assessment Centre
- Johan Antti, Sweden
- Gheorghe Constantin (Roumanie)
- Katarzyna Delis-Szeląg (Pologne)
- Nikolaj Denisov (Zoi Environment Network)
- Peter Gammeltoft (Danube Sturgeon Task Force)
- Steffen Hansen (Fonds pour l'environnement mondial)
- Anders Jägerskog (Banque mondiale)
- Heide Jekel (Allemagne)
- Lea Kauppi (Finlande)
- Ziad Khayat (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale)
- Nikoloz Kholodov (Géorgie)
- Dejan Komatina (expert indépendant)
- Péter Kovács (Hongrie)
- Tamara Kutonova (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe)
- Johan G. Lammers (membre du Comité d'application de la Convention sur l'eau (2012-2021))
- Christina Leb (Banque mondiale)
- Harry Liiv (Estonie)
- Patrícia Marity (Hongrie)
- Concepción Marcuello Olona (Espagne)
- Tracy Sithabile Molefi (Secrétariat de la Commission permanente du bassin du fleuve Okavango)
- Marta Moren Abat (Commission européenne)
- Marat Narbayev (Comité exécutif du Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral en République du Kazakhstan)
- Viktor Oroszi (Hongrie)
- György Rátfai (Hongrie)
- Gulnara Roll (CEE)
- Aaron Salzberg (Université de Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique))
- Vadim Sokolov (Agence du Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral en Ouzbékistan)
- Attila Tanzi (Président du Comité d'application de la Convention sur l'eau)
- Jos Timmerman (Waterframes (Pays-Bas))
- Ivan Zavadsky (Commission internationale pour la protection du Danube)
- Dinara Ziganshina (Centre d'information scientifique de la Commission inter-États pour la coordination de l'utilisation des ressources en eau de l'Asie centrale et Vice-Présidente du Comité d'application de la Convention sur l'eau)

Le secrétariat tient par ailleurs à remercier les experts et organisations suivants pour la révision du texte et leurs précieux commentaires : Heide Jekel (Allemagne), Aleš Bizjak (Slovénie), ainsi que le secrétariat de la Commission internationale pour la protection du Danube.

Le texte de la publication a été élaboré par Bo Libert et Roberto Martin-Hurtado, consultants, sous la direction du secrétariat de la Convention sur l'eau.

Les membres du secrétariat et les consultants suivants ont contribué à cette publication : Francesca Bernardini, Sonja Koeppel, Iulia Trombitaia, Elise Zerrath, Chantal Demilecamps, Indira Urazova, Komlan Sangbana, Hanna Plotnykova, Lucia de Strasser et Veronica Girardi. Luciana Matei a conçu le logo d'anniversaire. Mayola Lidome, Minako Hirano et Camille Marcelo ont assuré un appui administratif.

La publication a été éditée par Cathy Lee et a été conçue par Christophe Nutoni.

Le secrétariat exprime également sa plus vive gratitude à l'Allemagne, à la Suisse et à l'Union européenne pour le soutien financier apporté à la réalisation de cette publication.

Table des matières

Avant-propos	III
Remerciements	IV
Principaux faits	1
■ La Convention sur l'eau en bref	1
■ La Convention sur l'eau en chiffres	4
■ Les 30 ans de la Convention sur l'eau : étapes clés	8
Chapitre 1 : La Convention sur l'eau veille à la protection de notre environnement et de nos écosystèmes	10
Chapitre 2 : La Convention sur l'eau facilite l'adaptation des pays aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes	14
Chapitre 3 : La Convention sur l'eau contribue au bien-être des sociétés dans les bassins transfrontières et au-delà	18
Chapitre 4 : La Convention sur l'eau soutient le développement économique	20
Chapitre 5 : La Convention sur l'eau favorise l'intégration économique régionale	26
Chapitre 6 : La Convention sur l'eau soutient les arbitrages intersectoriels et favorise l'apaisement des tensions	30
Chapitre 7 : La Convention sur l'eau améliore la gouvernance de l'eau aux niveaux national et transfrontière	34
Chapitre 8 : La Convention sur l'eau contribue à la paix et à la stabilité	38
Chapitre 9 : Les défis à venir	40



Liste des cartes

- Carte 1 : Activités menées au titre de la Convention sur l'eau, 2015-2022 2

Liste des figures

- Figure 1 : Nombre de Parties à la Convention sur l'eau, 1994-2022 4
- Figure 2 : Sessions de la Réunion des Parties, 2003-2021, nombre de participants 4
- Figure 3 : Sessions de la Réunion des Parties, 2003-2021, nombre de pays représentés..... 5
- Figure 4 : Résultats obtenus par les Parties à la Convention sur l'eau grâce à la coopération transfrontière..... 6
- Figure 5 : Nombre d'accords considérés comme valides par au moins une Partie en 2020, par date d'adoption 6

Liste des tableaux

- Tableau 1 : Avantages économiques passés et potentiels de la coopération transfrontière dans le domaine de l'eau, recensés dans sept bassins par l'intermédiaire de projets soutenus par la Convention sur l'eau..... 20
- Tableau 2 : Avantages antérieurs et potentiels de l'intégration économique régionale découlant de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières, recensés dans sept bassins grâce à des projets soutenus par la Convention sur l'eau 26





PRINCIPAUX FAITS

LA CONVENTION SUR L'EAU EN BREF

La Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau) est un instrument juridique international et une plateforme intergouvernementale qui a pour objet de garantir une utilisation durable des ressources hydriques transfrontières. Initialement négociée en tant qu'instrument régional, elle a été ouverte à l'échelle mondiale en 2016 afin de permettre à l'ensemble des États Membres de l'ONU d'y adhérer. Le nombre de Parties à la Convention sur l'eau ne cesse d'augmenter, cinq États extérieurs à la région paneuropéenne y ayant adhéré au cours de la période 2016-2021. En outre, de plus en plus de pays s'engagent dans la voie de l'adhésion et de nombreuses activités relevant de la Convention sont menées dans le monde entier.

La Convention sur l'eau impose aux Parties de prévenir, maîtriser et réduire les impacts transfrontières, d'utiliser les eaux transfrontières de manière raisonnable et équitable, et de veiller à leur gestion durable grâce à la coopération. Les Parties partageant des eaux transfrontières sont tenues de coopérer en concluant des accords à cette fin et en créant des organes communs. La Convention prend en compte tous les secteurs concernés par la protection et l'utilisation de l'eau et s'inscrit en cela dans une perspective de développement durable.

« La Convention sur l'eau démontre clairement les avantages et l'utilité pratique du multilatéralisme. »

Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie (2016-2021)

La Convention sur l'eau établit un cadre institutionnel destiné à appuyer sa mise en œuvre. La Réunion des Parties et les divers groupes de travail et équipes spéciales constituent des espaces utiles de partage d'expériences et de réalisation d'un programme de travail établi d'un commun accord.

La Convention sur l'eau est également un cadre juridique largement accepté. De nombreux accords marquants concernant l'eau, par exemple la Convention sur la protection du Danube de 1994, la Convention sur la protection du Rhin contre la pollution chimique de 1999, ou encore la Convention pour la prévention et la résolution pacifique des conflits liés à la gestion des ressources en eau partagées de l'Afrique centrale de 2017 évoquent la Convention sur l'eau comme instrument de référence pour la coopération de leurs Parties et de nouveaux accords et mécanismes, tels que la Charte de l'eau du bassin de la Volta de 2018, en font fréquemment mention.

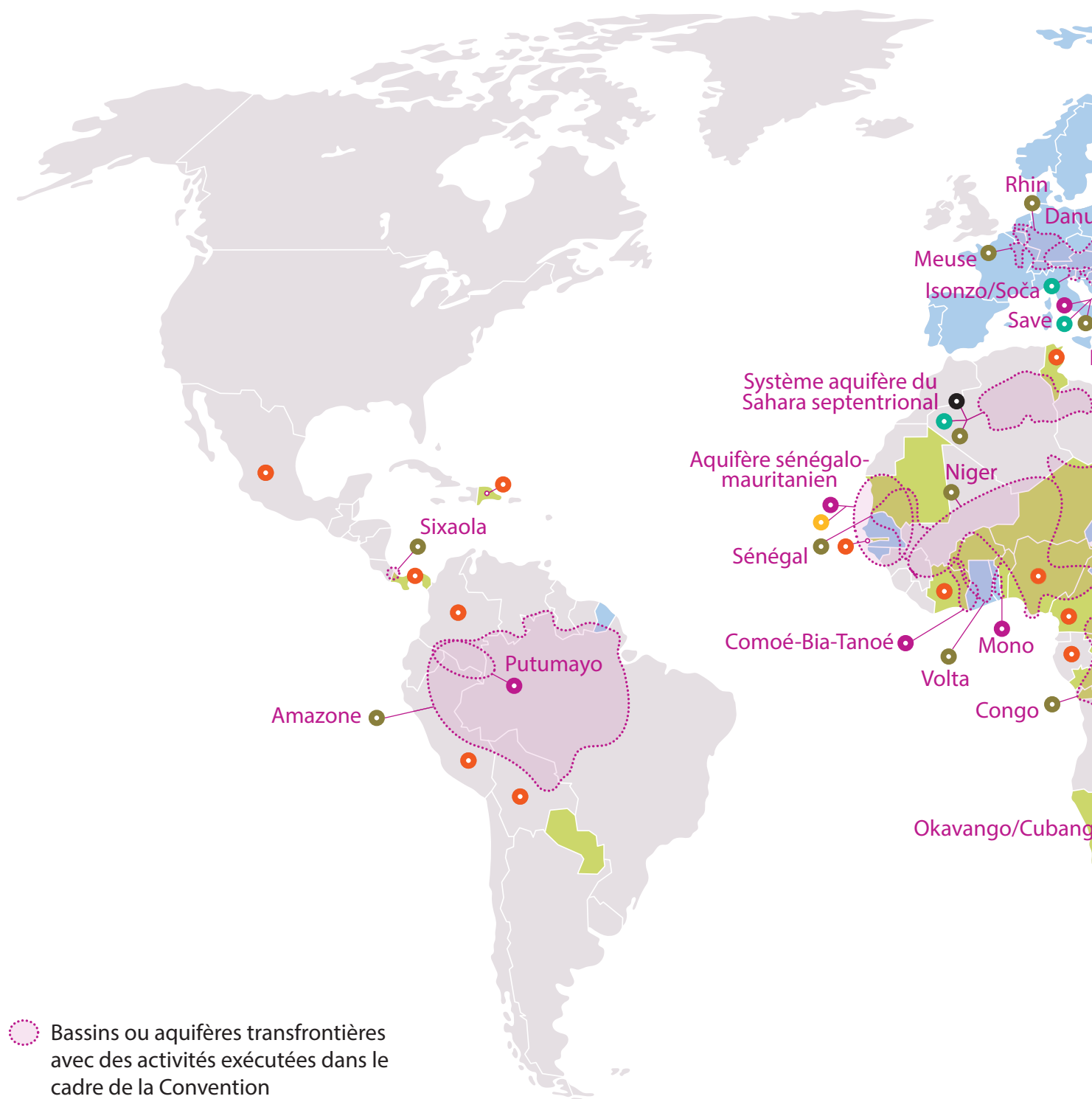
La Convention est par ailleurs un puissant outil de promotion et de réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable (ODD). Elle joue un rôle essentiel d'accélérateur de progrès pour l'ODD 6



La Convention sur l'eau de 1992 est un outil très efficace de promotion de la coopération, de prévention des conflits et de renforcement de la résilience. Je me félicite du nombre croissant de ses Parties et j'invite tous les États Membres à y adhérer, ainsi qu'à la Convention sur les cours d'eau de 1997, et à en assurer la pleine mise en œuvre. »

António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

(Eau propre et assainissement) et sa cible 6.5, qui invite tous les États à mettre en œuvre d'ici à 2030 une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière. La Convention et son programme de travail contribuent par ailleurs à la réalisation de plusieurs autres ODD, notamment les ODD 2 (Faim zéro), 3 (Bonne santé et bien-être), 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), 15 (Vie terrestre), 16 (Paix, justice et institutions efficaces) et 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs).



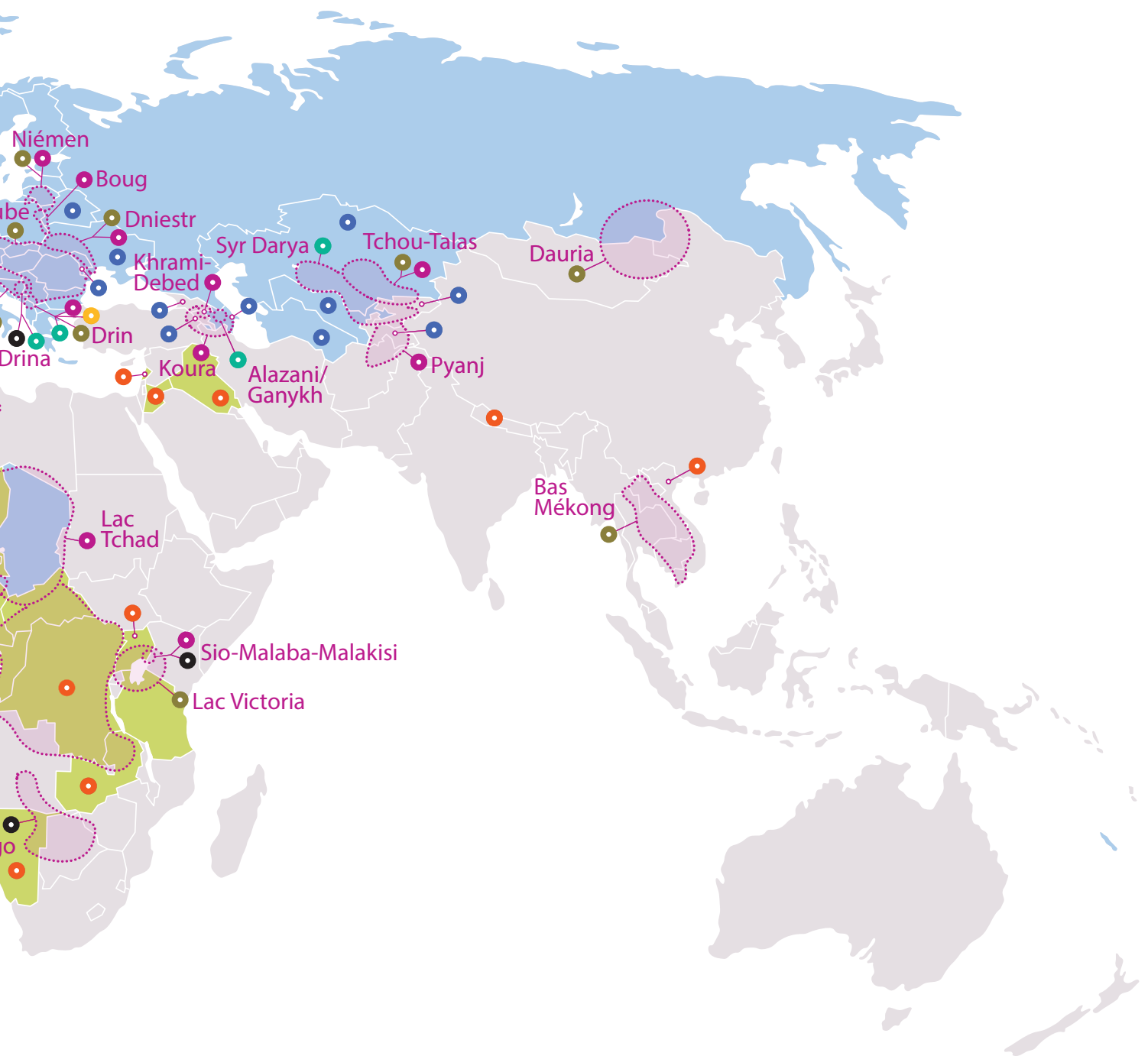
Domaines d'activité

- Appui à l'élaboration d'accords et la création d'organes communs
- Identification, évaluation et communication des avantages de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières
- Évaluation et promotion des interactions entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes dans les bassins transfrontières

- Adaptation
- Sensibilisation
- Surveillance transfront
- Dialogues l'initiative

Dernière mise à jour : septembre 2022

Note : Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle par les Nations Unies.



Statut des pays

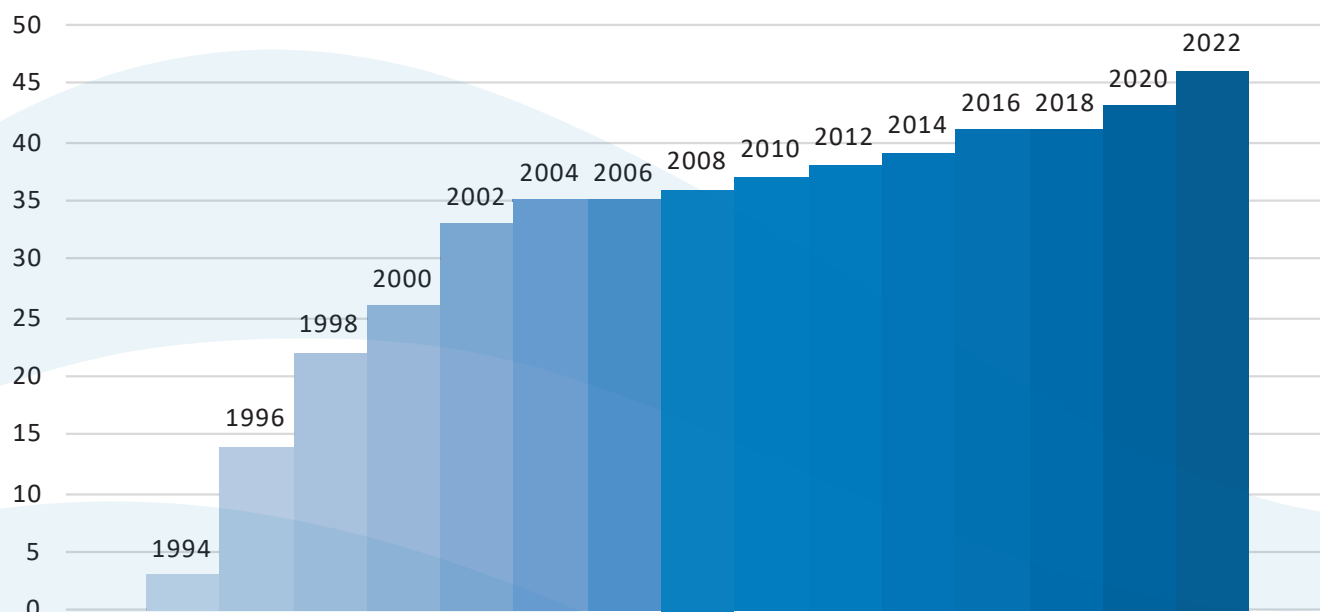
- Parties à la Convention sur l'eau
- Pays en voie d'adhésion

on aux changements climatiques dans les bassins transfrontières
 ation à la Convention sur l'eau et appui à l'adhésion
 ce, évaluation et échange d'informations dans les bassins
 ières
 s de politiques nationales concernant la GIRE dans le cadre de
 de l'Union européenne pour l'eau

LA CONVENTION SUR L'EAU EN CHIFFRES

Figure 1

NOMBRE DE PARTIES À LA CONVENTION SUR L'EAU, 1994-2022



Note : Le nombre de Parties indiqué est celui au 1er janvier de l'année concernée.

Figure 2

SESSIONS DE LA RÉUNION DES PARTIES, 2003-2021, NOMBRE DE PARTICIPANTS

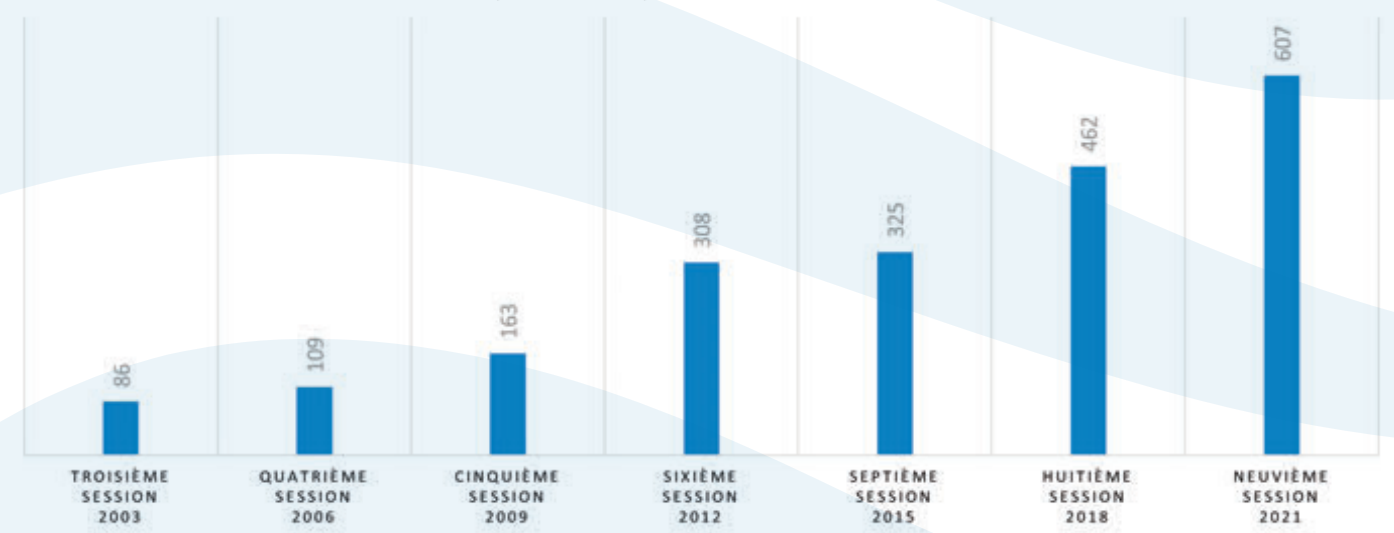
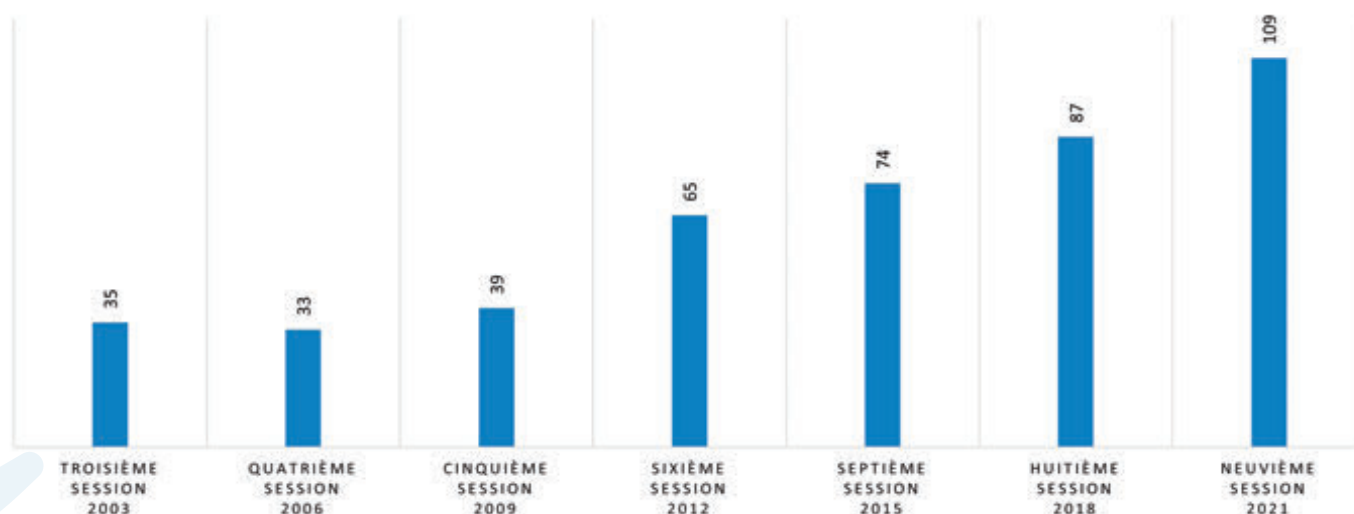


Figure 3

SESSIONS DE LA RÉUNION DES PARTIES, 2003-2021, NOMBRE DE PAYS REPRÉSENTÉS

85 pays ont participé aux activités sur le terrain dans le cadre des programmes de travail menés au titre de la Convention sur l'eau au cours de la période 2015-2022.

Note : Sur la base des activités représentées sur la carte 1.

98 organisations internationales et ONG sont partenaires de la Convention sur l'eau.

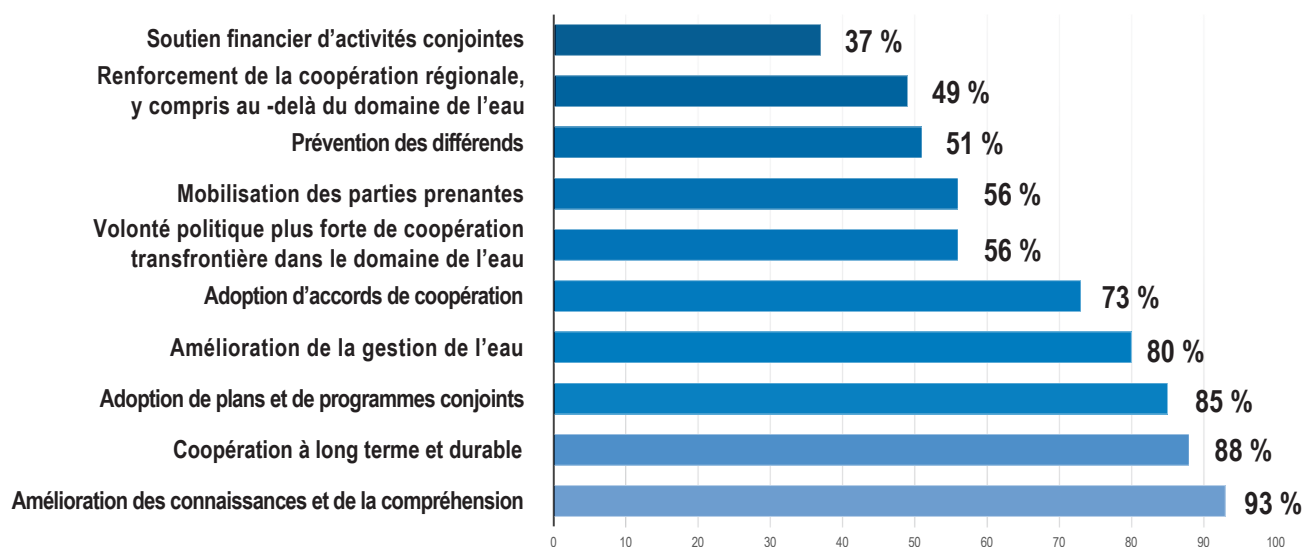
Note : Sur la base des programmes de travail pour 2019-2021 et 2022-2024.

Entre 2011 et 2021, près de **6 000 experts** ont été formés au droit international de l'eau, à la gestion de l'eau, à l'adaptation aux changements climatiques, à l'approche fondée sur les interactions, à la sécurité des barrages et à d'autres domaines connexes grâce aux activités de renforcement des capacités menées par la Convention sur l'eau.

Note : Réunions des organes de la Convention non incluses.

FIGURE 4

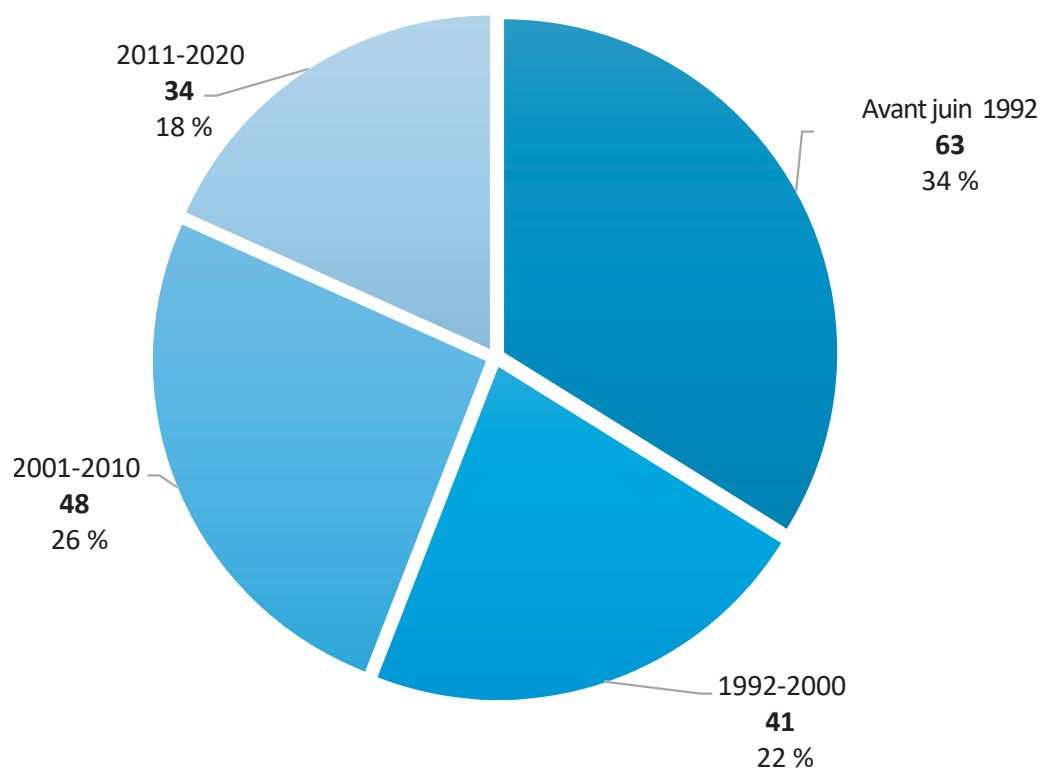
RÉSULTATS OBTENUS PAR LES PARTIES À LA CONVENTION SUR L'EAU GRÂCE À LA COOPÉRATION TRANSFRONTIÈRE



Note : Sur la base du Deuxième rapport sur l'application de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, 2017-2020 (CEE, 2021).

Figure 5

NOMBRE D'ACCORDS CONSIDÉRÉS COMME VALIDES PAR AU MOINS UNE PARTIE EN 2020, PAR DATE D'ADOPTION



Note : Il s'agit d'accords (et non de protocoles), avec la participation d'au moins une Partie à la Convention, qui ont été considérés comme valides par au moins une Partie lors du deuxième cycle d'établissement de rapports en 2020.

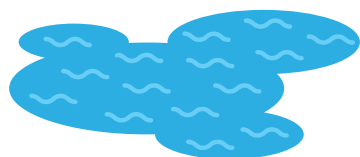


Valeur moyenne de l'indicateur 6.5.2 des ODD
pour les Parties : **80 % en 2020**

(moyenne mondiale : 58 % en 2020)

Note : L'indicateur 6.5.2 des ODD mesure la proportion de bassins hydriques transfrontières dotés d'un dispositif de coopération opérationnel.

Sur les **24** pays, au niveau mondial, qui
déclarent que tous leurs bassins transfrontières sont couverts
par des accords de coopération opérationnels, conformément
à l'indicateur 6.5.2 des ODD, **19** sont Parties à la
Convention sur l'eau (en 2020).



La majorité des **144** bassins des cours d'eau et
lacs transfrontières dont les Parties ont fait état en 2020
font l'objet d'accords, mais au moins **16** d'entre eux,
ainsi que **15** sous-bassins, ne sont pas couverts.

Les Parties ont signalé
186 accords sur les eaux
transfrontières en 2020.



LES 30 ANS DE LA CONVENTION SUR L'EAU : ÉTAPES CLÉS

1992

Adoption de la Convention sur l'eau à Helsinki.

L'accord de coopération conclu par plusieurs États d'Asie centrale établit la Commission inter-États pour la coordination de l'utilisation des ressources en eau dans cette région.

1993

Adoption des Recommandations aux gouvernements des États de la CEE sur les critères et objectifs de qualité de l'eau.

Adoption des Principes directeurs concernant l'approche écosystémique de la gestion de l'eau.



1994

Adoption des Recommandations aux gouvernements des États de la CEE au sujet de la prévention de la pollution de l'eau par des substances dangereuses.

La Convention sur la coopération pour la protection et l'utilisation durable du Danube (signée en 1994 à Sofia, en Bulgarie, et entrée en vigueur en 1998) établit la Commission internationale pour la protection du Danube.

1995

Adoption des Principes directeurs concernant la prévention et la maîtrise de la pollution agricole de l'eau due aux engrais et aux pesticides.

1996

Entrée en vigueur de la Convention sur l'eau.

Adoption de la Convention relative à la Commission internationale pour la protection de l'Oder.

1997

Élaboration du premier plan de travail 1997-2000 en vertu de la Convention sur l'eau, axé sur les organes communs, l'aide aux États en transition, la gestion intégrée de l'eau et des écosystèmes, la lutte contre la pollution d'origine terrestre, l'approvisionnement en eau et la santé humaine.

Lancement d'un programme pilote relatif au suivi.

1998

Création d'un groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels en vertu de la Convention sur l'eau et de la Convention sur les accidents industriels.

1999

Adoption à Londres du Protocole sur l'eau et la santé à la Convention sur l'eau.

Adoption de la Convention sur la protection du Rhin contre la pollution chimique.



2008

Adoption du document *Safety Guidelines and Good Practices for Tailing Management Facilities* (Lignes directrices et règles de bonnes pratiques concernant les installations de gestion des résidus).

Création de l'Équipe spéciale d'ONU-Eau sur les eaux transfrontières, coprésidée par la CEE et l'UNESCO.

Démarrage du projet consacré à la qualité de l'eau en Asie centrale (2008-2019).

2009

Adoption du Guide pour l'application de la Convention sur l'eau. Adoption des Lignes directrices sur l'eau et l'adaptation aux changements climatiques.

Premières participations d'États non membres de la CEE aux activités menées dans le cadre de la Convention sur l'eau.

La Slovaquie accueille le Centre international d'évaluation de l'eau.

Lancement d'un ensemble de projets pilotes sur l'adaptation aux changements climatiques dans les bassins transfrontières.

2010

Lancement du projet Drin dans le cadre de la Convention sur l'eau (conduisant à la signature du Mémoire d'accord pour la gestion du bassin élargi du Drin en 2011).

Démarrage du projet Koura.

Adoption de l'Accord sur la protection et le développement durable de la zone du parc de Prespa.

2011

Publication du document *Second Assessment of Transboundary Rivers, Lakes and Groundwaters* (Deuxième évaluation des rivières, lacs et eaux souterraines transfrontières).

2012

Création du Comité d'application de la Convention sur l'eau.

Adoption des Dispositions types sur les eaux souterraines transfrontières.

Signature du Traité sur la coopération dans le domaine de la protection et du développement durable du bassin du Dniestr (Traité du Dniestr) lors de la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau.

Adoption de la Décision VI/3 facilitant l'adhésion de tous les États Membres de l'ONU à la Convention.

2013

Développement de la méthodologie basée sur les interactions entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes dans le cadre de la Convention sur l'eau (en 2022, sept bassins ont fait l'objet d'évaluations des interactions).

Mise en place d'un réseau mondial de bassins travaillant sur l'adaptation aux changements climatiques, en coopération avec le Réseau international des organismes de bassin (RIOB) (qui regroupe 18 bassins en 2022).

2014

Entrée en vigueur de la Convention de 1997 sur les cours d'eau.



2015

Référence expresse à la coopération transfrontière dans la cible 6.5 des ODD.

Introduction d'un mécanisme d'établissement de rapports dans le cadre de la Convention sur l'eau, combiné avec l'établissement de rapports sur l'indicateur 6.5.2 des ODD.

Adoption de la Note d'orientation sur les avantages de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières — Identification, évaluation et communication.



2000

Adoption des Directives sur la surveillance et l'évaluation des cours d'eau transfrontières et des Directives sur la surveillance et l'évaluation des eaux souterraines transfrontières.

Adoption des Directives sur la prévention durable des inondations.

Élaboration des Directives sur la participation du public à la gestion de l'eau et du Cadre pour le respect des accords sur les eaux transfrontières.

Adoption de la Directive-cadre européenne sur l'eau.

Réalisation d'une étude sur la relation entre la Convention sur l'eau de 1992 et la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation de 1997 (Convention sur les cours d'eau).

Création du Centre international d'évaluation de l'eau aux États-Bas.

2001

Session extraordinaire conjointe des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux et des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels décidant de lancer des négociations en vue de l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant relatif à la responsabilité civile (qui a conduit à l'adoption du Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières en 2003 à Kiev, en Ukraine).



2016

Adoption de la Convention d'échange de données et de prévision des crues au sein du district hydrographique international Meuse.

Entrée en vigueur des amendements permettant l'adhésion des États non membres de la CEE à la Convention.

2017

Le Kazakhstan accueille le Centre international d'évaluation de l'eau.

2002

Adoption de l'Accord-cadre sur le bassin de la Save.

Adoption de l'Accord international sur la Meuse.

Adoption de l'Accord international sur l'Escaut.

Adoption de deux documents importants : *Guidelines on Monitoring and Assessment of Transboundary and International Lakes* (Directives en matière de surveillance et d'évaluation des lacs transfrontières et internationaux) et *Guidelines on Monitoring and Assessment of Transboundary Estuaries* (Directives en matière de surveillance et d'évaluation des estuaires transfrontières).

2018

Adhésion des premiers États non membres de la CEE (Sénégal et Tchad) à la Convention sur l'eau.

Adoption de la Stratégie de mise en œuvre de la Convention au niveau mondial.

Début des travaux visant à faciliter le financement de la coopération transfrontière dans le cadre de la Convention sur l'eau.

Premier rapport sur l'application de la Convention sur l'eau.

Le premier cycle d'établissement des rapports sur l'indicateur 6.5.2 des ODD donne lieu au tout premier rapport de situation de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières dans le monde.

2003

Adoption des amendements permettant l'adhésion de l'ensemble des États Membres de l'ONU à la Convention sur l'eau.

2004

Démarrage du projet Dniestr. Lancement du projet relatif au renforcement des capacités pour la coopération en matière de sécurité des barrages en Asie centrale.



2020

Adhésion du Ghana à la Convention sur l'eau. Adoption, par les chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et avec le soutien des organes de la Convention sur l'eau, de la Convention pour la prévention et la résolution pacifique des conflits liés à la gestion des ressources en eau partagées de l'Afrique centrale.



2005

Entrée en vigueur du Protocole sur l'eau et la santé.

2021

Adhésion de la Guinée-Bissau et du Togo à la Convention sur l'eau.

Adoption du document *Handbook on Water Allocation in a Transboundary Context* (Guide sur l'allocation des ressources en eau dans un contexte transfrontière).

Adoption du document *Practical Guide for the Development of Agreements or Other Arrangements for Transboundary Water Cooperation* (Guide pratique pour l'élaboration d'accords ou d'autres dispositifs de coopération dans la gestion des eaux transfrontière).

Diverses publications sur le financement de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières et sur les solutions et les investissements fondés sur les interactions.

Publication du document *Second report on implementation of the Water Convention* (Deuxième rapport sur l'application de la Convention sur l'eau).

2006

Début des Dialogues sur les politiques nationales concernant la gestion intégrée des ressources en eau au titre de l'Initiative de l'Union européenne pour l'eau en Arménie, en République de Moldova et en Ukraine (en 2022, ces dialogues ont été menés dans 11 États).

Adoption des Stratégies de surveillance et d'évaluation des cours d'eau, lacs et eaux souterraines transfrontières.

Adoption des Dispositions types pour la gestion transfrontière des crues.

Adoption des Lignes directrices et des bonnes pratiques de la CEE concernant la sécurité des conduites de transport d'hydrocarbures.

2022

Premier pavillon international mis en place dans le contexte de la Convention sur l'eau, à l'occasion du neuvième Forum mondial de l'eau à Dakar, Sénégal.

2007

Publication du document *First Assessment of Transboundary Rivers, Lakes and Groundwaters* (Première évaluation des rivières, lacs et eaux souterraines transfrontières).

Publication des Recommandations relatives au paiement des services rendus par les écosystèmes dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau.



Chapitre 1 : LA CONVENTION SUR L'EAU VEILLE À LA PROTECTION DE NOTRE ENVIRONNEMENT ET DE NOS ÉCOSYSTÈMES

« **L'adhésion à la Convention sur l'eau nous a conduits à renforcer l'approche écosystémique de la gestion de l'eau, la prévention et le contrôle de la pollution, la surveillance et l'évaluation des cours d'eau et des eaux souterraines, la prévention durable des inondations et la participation du public.** »

Serigne Mbaye Thiam, Ministre de l'eau et de l'assainissement du Sénégal

La Convention sur l'eau est résolument axée sur la protection de l'environnement et la gestion durable de l'eau. La réduction de la pollution, la préservation et la remise en état des écosystèmes, ainsi que la protection de la biodiversité dans les bassins transfrontières, sont autant d'objectifs fondamentaux à cet égard. La Convention contribue à faire en sorte que les générations futures puissent bénéficier d'un environnement sain.

Divers instruments sont à mettre en œuvre dans le cadre de la Convention, notamment l'application du principe de précaution

et du concept de pollueur-payeur, la réalisation d'études d'impact sur l'environnement, ainsi que les politiques, programmes et stratégies harmonisés couvrant les bassins versants concernés. La Convention préconise de coordonner la surveillance et de renforcer la coopération scientifique dans le domaine des eaux transfrontières afin de mieux connaître l'état de l'eau et des écosystèmes qui en dépendent. Pour atteindre les objectifs en termes d'environnement et de durabilité, la participation de tous les acteurs concernés à la gestion de l'eau et à la coopération est un impératif.

EXEMPLES DE RÉUSSITE

RETOUR DU SAUMON ATLANTIQUE DANS LE RHIN

Pour les neuf pays qui se partagent le bassin du Rhin, dans le centre industriel de l'Europe, il est essentiel d'améliorer en permanence l'état des masses d'eau du bassin versant et d'assurer une gestion durable de l'eau. Ces neuf pays sont tous Parties à la Convention sur l'eau.

Dans ce bassin, la coopération est une tradition bien établie, avec la Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR) en place depuis 1950. En 1999, a été signée une version actualisée de la Convention sur la protection du Rhin contre la pollution chimique, qui avait été convenue à la lumière de l'adoption de la Convention sur l'eau de 1992. Cette Convention de 1999 a considérablement élargi les objectifs de coopération, dans le but de contribuer au développement durable de l'écosystème fluvial rhénan.

La CIPR a choisi le retour du saumon atlantique (une espèce emblématique) comme indicateur de l'amélioration de l'état écologique du Rhin. La coopération entre les États riverains dans

le cadre du programme « Rhin 2020 » a permis des résultats remarquables :

- Une réduction des polluants et des nutriments, dont une baisse de 85 % des concentrations de plomb depuis 1970 et de près de 50 % de celles du phosphore depuis 1990 ;
- Le raccordement de plus de 95 % des ménages à des stations d'épuration ;
- La remise en état de 140 km² de plaines inondables ;
- La transformation de 600 obstacles à la migration des poissons pour les rendre franchissables ;
- Le repeuplement du fleuve par le saumon atlantique et la quasi-totalité des autres espèces de poissons indigènes.

Adopté en 2020, le programme « Rhin 2040 » permettra de mieux concilier les différents usages du fleuve et la protection de l'écosystème. De nouveaux objectifs ambitieux ont été adoptés, notamment des mesures d'adaptation aux changements climatiques, l'achèvement des passes à poissons et le contrôle des micropolluants.

UN PLAN DE GESTION DE DISTRICT HYDROGRAPHIQUE INTERNATIONAL POUR LE DANUBE

La Commission internationale pour la protection du Danube permet à 14 pays affichant des niveaux de développement économique divers de concilier les perspectives en amont et en aval et de mettre en place des mesures convenues d'un commun accord. Ces 14 pays sont tous Parties à la Convention sur l'eau de 1992, qui a servi de modèle pour l'élaboration de la Convention sur la protection du Danube signée en 1994.

Les pays du bassin du Danube, dont certains ne sont pas membres de l'UE, ont convenu de plans pour une gestion rationnelle et commune du bassin, conformément à la Directive-cadre européenne sur l'eau, afin d'améliorer l'état écologique du fleuve. Le premier plan a été approuvé en 2009.

Les efforts conjoints ont permis d'améliorer notablement la qualité écologique et chimique de l'eau du Danube, grâce à :

- Une réduction de 60 % des émissions organiques ;
- Une réduction de 50 % de la pollution par le phosphore ;
- Une réduction de 30 % des émissions d'azote ;
- Une meilleure information grâce à la réalisation d'enquêtes conjointes régulières ;
- La construction de plus de 120 dispositifs d'aide à la migration des poissons, afin de rétablir la continuité écologique, et reconnexion de 60 000 hectares de zones humides ;
- La construction de nouveaux réseaux d'égouts et de stations d'épuration dans un grand nombre d'agglomérations, avec mise en œuvre des meilleures techniques disponibles dans les principales installations industrielles, et application de meilleures pratiques de gestion dans l'agriculture et les zones rurales afin de garantir le parfait état sanitaire des masses d'eau de surface et souterraine.

LA COOPÉRATION DANUBE-MER NOIRE POUR LA PRÉSERVATION DE L'ESTURGEON

Le Danube est l'un des derniers fleuves d'Europe à offrir un habitat aux esturgeons. L'esturgeon béluga, à la croissance extrêmement lente mais dont la taille peut atteindre 7 mètres de long, est l'une des plus anciennes et des plus grandes espèces de poissons d'eau douce. Sur les six espèces d'esturgeon qui peuplaient le Danube, cinq sont en voie d'extinction, dont deux ayant disparu à l'échelon local (l'esturgeon de rivière, à ventre lisse et l'esturgeon d'Europe). L'esturgeon étoilé et l'ospiètre, ainsi que l'esturgeon béluga, sont jugés en danger d'extinction, alors que l'esturgeon du Danube figure parmi les espèces « en danger ».

Plusieurs organisations, dont la Commission internationale pour la protection du Danube, collaborent avec l'UE et les autorités nationales pour sensibiliser à la nécessité d'agir face à la situation critique des populations d'esturgeons. Un groupe de travail sur l'esturgeon du Danube a été créé à cet effet en 2012, dans le cadre de la Stratégie de l'UE pour la région du Danube.

L'initiative a donné des résultats à différents niveaux. L'esturgeon est désormais protégé dans tous les pays du bassin du Danube, et des mesures visant à réduire au minimum les prises accidentelles en mer ont été prises. La reproduction artificielle des espèces d'esturgeons indigènes est en cours, des technologies visant à faciliter la migration et le franchissement des barrages du fleuve sont mises en œuvre et des habitats susceptibles d'offrir des lieux de frai ont été recensés et cartographiés.

LA RÉSERVE DE BIOSPHERE TRANSFRONTIÈRE MUR-DRAVE-DANUBE

La réserve de biosphère transfrontière Mur-Drave Danube regroupe 13 zones protégées de l'écosystème fluvial partagé, dans lesquelles tout est mis en œuvre pour préserver les écosystèmes conformément aux obligations posées par la Convention sur l'eau. D'une longueur de plus de 700 kilomètres, cette « Amazone de l'Europe » commence par la Mur en Autriche et s'étend à travers la Slovaquie, la Hongrie, la Croatie et la Serbie (toutes Parties à la Convention sur l'eau) et le long de la Drave, jusqu'au Danube. Cette réserve de biosphère mondiale, la première à regrouper cinq pays, est le plus vaste environnement

fluvial protégé d'Europe. Elle abrite la plus grande densité de pygargues à queue blanche nicheurs du continent, ainsi que de nombreuses espèces menacées telles que la sterne naine, la cigogne noire, la loutre, le castor et l'esturgeon. Elle est également un lieu de repos et d'alimentation important pour nombre d'oiseaux migrateurs.

L'objectif est d'assurer une gestion durable de la réserve, tout en facilitant la croissance et le développement économiques. Initiée à l'origine par le WWF, avec le soutien de la Commission internationale pour la protection du Danube, cette zone est devenue grâce à l'UNESCO la réserve de biosphère transfrontière Mur-Drave-Danube en 2021.

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'EAU ET PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS POUR LE LAC LÉMAN ET LES COURS D'EAU QUI LUI SONT LIÉS

Entre 1995 et 2006, cinq accords relatifs aux cours d'eau transfrontières ont été signés entre le canton de Genève et les autorités françaises, dans le but de remédier à la détérioration de la qualité de l'eau et d'améliorer la protection contre les inondations. Ces accords, essentiellement de nature technique et financière, prévoyaient un certain nombre de mesures telles que la remise en état de zones humides, la restauration de cours d'eau et des travaux de rétention d'eau, à réaliser en France (en amont) et en Suisse (en aval) et cofinancées par les deux partenaires. Ces actions ont été bénéfiques pour les deux pays

en termes de réhabilitation de l'habitat, de loisirs et de tourisme liés à l'eau, d'amélioration de la qualité de l'eau et de prévention des inondations.

L'approche concertée de l'évaluation de l'état des cours d'eau partagés, la fixation conjointe d'objectifs et l'action collective en termes de planification et d'allocations financières connexes à l'échelle de l'ensemble du bassin transfrontière ont permis d'assurer la cohérence des actions entreprises, les investissements produisant des avantages plus importants que ceux qui auraient été obtenus par des actions isolées menées de part et d'autre de la frontière. La coopération instaurée au cours de cette période reste source d'économies grâce à la réalisation d'objectifs communs.

SAUVEGARDE DU FLEUVE OURAL/ZHAYIK PARTAGÉ PAR LA RUSSIE ET LE KAZAKHSTAN

Le débit du fleuve Oural/Zhayik, qui coule de la Russie au Kazakhstan et se jette dans la mer Caspienne, diminue rapidement, menaçant l'écosystème et affectant les diverses utilisations de l'eau dans le bassin. La pollution industrielle et domestique est importante, avec pour conséquence une réduction catastrophique de l'exceptionnelle population d'esturgeons qu'abrite ce fleuve.

Les riverains déploient désormais des efforts ciblés pour préserver et restaurer l'écosystème. Un accord conclu entre la Russie et le Kazakhstan en octobre 2016 est le fondement d'actions conjointes visant à protéger l'écosystème. À cet égard, une commission russo-kazakhe a été chargée de la préservation du système fluvial transfrontière de l'Oural et élabore actuellement un plan commun. Les principaux impératifs pour l'avenir sont le renforcement de la coopération en matière de surveillance conjointe, l'échange d'informations, la prévention des impacts transfrontières résultant d'une pollution accidentelle ou de phénomènes météorologiques extrêmes, et l'intensification de la participation du public.

MEILLEURE QUALITÉ DE L'EAU POUR L'ELBE

À la fin des années 1980, l'Elbe était l'un des fleuves les plus pollués d'Europe, mais par chance, la qualité de l'eau s'est nettement améliorée depuis. Cette évolution positive a été le fruit de l'action de la Commission internationale pour la protection de l'Elbe, dont l'Allemagne et la République tchèque sont parties contractantes.

La concentration d'oxygène dans l'eau, indispensable au maintien de la vie fluviale, n'a cessé de progresser. Des concentrations proches de 3 mg/l, critiques pour les poissons, ne sont actuellement relevées que dans le tronçon de l'Elbe

affecté par les marées en aval de Hambourg pendant les mois d'été. La concentration de mercure dans les sédiments a diminué, passant de plus de 8 mg/kg en 1996 à moins de 0,5 mg/kg en 2013. La diversité des espèces de poissons a également considérablement augmenté, grâce à l'amélioration significative de la qualité de l'eau et de la praticabilité du fleuve pour les poissons migrateurs. Le retour du saumon dans les affluents de l'Elbe est un résultat hautement encourageant. Des objectifs d'amélioration supplémentaire ont été fixés dans le troisième plan de gestion du district hydrographique convenu conjointement pour 2022-2027.

AMÉLIORATIONS ÉCOLOGIQUES DANS LA MER D'ARAL ASSÉCHÉE

Des efforts systémiques de grande envergure ont été déployés depuis 2018 pour réhabiliter le lit asséché et gorgé de sel de la mer d'Aral, grâce à la plantation de cultures résistantes à la sécheresse, notamment de saxaoul, sur les territoires du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, tous deux Parties à la Convention sur l'eau. Ces plantations stabilisent les sables mouvants, atténuant ainsi les effets néfastes des tempêtes fréquentes qui déplacent sel, sable et poussière. Dans le même temps, elles fixent un sol et un écosystème fermes. En Ouzbékistan, selon des sources officielles, plus de la moitié du sol sec était couvert de plantations en 2021. Au Kazakhstan, le chiffre correspondant est de 17 %, mais il est

prévu que plus de la moitié de la surface correspondante soit plantée d'ici à 2030.

En 2005 au Kazakhstan, ce que l'on appelle la mer d'Aral septentrionale a été sauvée grâce à la construction du barrage de Kok-Aral, à l'embouchure du fleuve Syr Darya. Par la suite, cette mer d'Aral septentrionale a contribué à la stabilisation de la situation écologique. D'importants travaux d'ingénierie sont en cours en Ouzbékistan pour remettre en état des écosystèmes aquatiques et des zones humides et stabiliser l'eau dans le delta de l'Amou-Daria. La reconstruction du réservoir de Mezhdurechie et les structures de soutien des lacs Muinak et Rybachye figurent parmi ces travaux.

SOURCES

Exemples de réussite : 1, 3, 20, 27.

Interviews : Heide Jekel, Johan Lammers, Ivan Zavadsky, Peter Gammeltoft, Serik Akhmetov, Vadim Sokolov et Marat Narbayev.

Autres sources :

CEE (2021). *Second Report on Implementation of the Convention on the Protection and Use of Transboundary Watercourses and International Lakes, 2017-2020*.

UICN. UNESCO declares world's first 5-country biosphere reserve along Mura-Drava-Danube. IUCN News, 11 janvier 2022.

CEE (2015). *Note d'orientation sur les avantages de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières*.

Commission internationale pour la protection de l'Elbe : <https://www.ikse-mkol.org/>



Chapitre 2 : LA CONVENTION SUR L'EAU FACILITE L'ADAPTATION DES PAYS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES



La Convention est un instrument puissant qui contribue à la réalisation des objectifs de développement durable liés à l'eau et qui soutient les mesures d'adaptation à l'échelle mondiale. »

Barbara Visser, Ministre des infrastructures et de la gestion de l'eau (2021-2022) des Pays-Bas

Au cours de la dernière décennie, une part importante du programme de travail de la Convention sur l'eau a été consacrée aux effets des changements climatiques et à la promotion de mesures d'adaptation à ces changements dans les bassins transfrontières. La coopération entre les pays d'un même bassin élargit les possibilités d'adaptation à une variabilité climatique croissante. Il est avéré que la coopération à l'échelle d'un bassin

démultiplie les possibilités de prévention et d'atténuation des impacts de la sécheresse et des inondations. Les approches mises au point et recommandées par les organes de la Convention sur l'eau facilitent le recensement par les pays des mesures et financements nécessaires à l'adaptation aux changements climatiques et à la réduction des risques de catastrophes.

EXEMPLES DE RÉUSSITE

CADRE ET MESURES D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIÉMEN

Au cours de la période 2012-2014, les organes de la Convention sur l'eau ont contribué à l'élaboration d'un cadre stratégique pour l'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Niémen. Sur la base d'une évaluation des effets potentiels des changements climatiques, le Bélarus et la Lituanie ont convenu d'une série de mesures destinées à lutter contre la variabilité climatique.

Le processus éminemment participatif, fondé sur une série de réunions, a permis aux experts et aux acteurs des pays riverains

de déterminer les impacts climatiques dans le bassin, ainsi que les moyens d'y faire face. Les mesures convenues visaient entre autres : a) le développement de technologies propres, efficaces et économes en eau ; b) l'amélioration des projets d'ingénierie et des technologies hydroélectriques ; c) le perfectionnement des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ; et d) l'adaptation du transport de l'eau à l'accroissement de la fréquence et de l'amplitude des fluctuations du niveau d'eau. Les mécanismes de surveillance de l'eau et du climat dans le bassin ont été évalués et des recommandations pratiques pour leur modernisation ont été formulées.

L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU DANUBE

La Commission internationale pour la protection du Danube a tiré parti des orientations de la Convention sur l'eau pour élaborer la première Stratégie d'adaptation aux changements climatiques pour le Danube, adoptée en 2012. Après la révision de cette stratégie en 2018, la Commission a engagé de nouvelles actions pour promouvoir l'action transfrontière. La stratégie sert de document de référence pour les activités et initiatives nationales des pays riverains du Danube, proposant des principes directeurs et ébauchant des solutions d'adaptation appropriées pour les plans de gestion des bassins fluviaux nationaux et internationaux. Les mesures écosystémiques visent à réduire les effets néfastes des changements climatiques alors que les dispositions ayant trait au comportement et à la gestion ont pour but de sensibiliser aux conditions futures prévisibles et

de soutenir la gestion durable. Les plans de gestion des risques liés à la pénurie d'eau jouent également un rôle important en assurant la promotion des meilleures pratiques dans ce domaine. Les mesures technologiques sont centrées sur les infrastructures, notamment les barrages, les réservoirs, les échelles à poissons ou les réseaux d'approvisionnement en eau alors que les approches politiques soutiennent la coordination des activités aux niveaux national, international et du bassin. Dans le contexte de la Convention sur l'eau, la Commission internationale pour la protection du Danube prodigue de précieux conseils et partage son expérience avec d'autres bassins par le biais du « Réseau mondial des bassins menant des activités dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques ». Elle contribue par ailleurs aux ateliers thématiques sur l'adaptation aux changements climatiques organisés au titre de la Convention sur l'eau.

L'ADAPTATION ÉCOSYSTÉMIQUE DANS LE BASSIN DU DNIESTR

La Convention sur l'eau et ses partenaires, notamment l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds pour l'environnement mondial (PNUD/FEM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) soutiennent depuis le début des années 2000 la coopération transfrontière dans le bassin du Dniestr, une région partagée par la République de Moldova et l'Ukraine. Cet appui a permis la création d'un cadre pour l'adaptation fondée sur les écosystèmes et la mise en œuvre d'actions sur le terrain. Dans ce contexte, le cadre stratégique pour l'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Dniestr et son plan de mise en œuvre, adoptés respectivement en 2015 et 2017, recensent les options d'adaptation communes au niveau du bassin, notamment les actions d'adaptation écosystémique nécessitant une coopération transfrontière. À titre d'exemple, des mesures de reforestation, de remise en état

à petite échelle des plaines inondables, de préservation des populations piscicoles et de sensibilisation ont déjà été mises en œuvre, et un dialogue constructif sur les nouvelles règles d'exploitation du barrage hydroélectrique de Novodnestrovsk a été engagé. Ces activités liées à l'adaptation fondée sur les écosystèmes ont non seulement renforcé la résilience du bassin, mais aussi amélioré et favorisé plus largement la coopération transfrontière dans le domaine de l'eau, notamment l'entrée en vigueur du Traité de coopération sur la protection et le développement durable du bassin du Dniestr, conclu par la République de Moldova et l'Ukraine en 2017, et la création de la Commission du Dniestr en 2018. Sous l'égide de cette dernière, plusieurs groupes de travail thématiques spécialisés œuvrent actuellement sur les écosystèmes, la biodiversité, la planification et la gestion des bassins hydrographiques et mènent des activités communes d'adaptation écosystémique. Les organes de la Convention sur l'eau continuent de soutenir le développement et la mise en œuvre du Traité ainsi que le fonctionnement de la Commission du Dniestr.

LA TISZA – LA GESTION TRANSFRONTIÈRE DES INONDATIONS FAVORISE UNE MEILLEURE ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Cinq pays (l'Ukraine, la Roumanie, la Slovaquie, la Hongrie et la Serbie) se partagent le bassin de la Tisza, un affluent du Danube sur le versant occidental des Carpates, fréquemment sujette aux crues. Ils collaborent étroitement pour atténuer les risques potentiels liés aux changements climatiques, en particulier

les inondations. Les principes établis par la Convention sur l'eau ont permis de dégager une volonté politique en faveur de la coopération transfrontière dans le domaine de l'eau. Parallèlement à l'établissement de plans de gestion du bassin de la Tisza, le travail collaboratif a débouché sur de nouvelles approches de la lutte contre les inondations. Il s'agit notamment d'une combinaison de digues, d'un meilleur entretien des plaines inondables et de la mise à disposition de réservoirs en cas de crue, l'ensemble s'appuyant sur une technologie de pointe en matière de modélisation informatique des inondations.

LANCEMENT DU PROCESSUS D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU MÉKONG

Le bassin inférieur du Mékong (partagé par le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam) est l'un des bassins les plus avant-gardistes en termes d'adaptation transfrontière aux changements climatiques. Mise en place en 2009, la Commission du Mékong a bénéficié de l'aide de la Convention sur l'eau pour la conception de son initiative sur les changements climatiques et l'adaptation. Les *Lignes directrices sur l'eau et l'adaptation aux changements climatiques* ont été mises en œuvre et des experts sont intervenus pour analyser le contexte, les méthodes et les outils propres au bassin inférieur du Mékong. Par ailleurs,

en 2012, une visite d'étude en Europe, sur le thème général « Adaptation transfrontière aux changements climatiques », a été organisée par la Convention sur l'eau et ses partenaires afin de permettre aux représentants du bassin du Mékong de se familiariser avec le développement de cadres d'adaptation, les approches européennes de l'adaptation transfrontière, ainsi que la mise en œuvre de mesures concrètes en la matière. Ces activités ont étayé la poursuite du développement et la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action d'adaptation aux changements climatiques du Mékong, adoptés en 2017, ainsi que leur intégration et leurs synergies avec les politiques de lutte contre les changements climatiques menées à l'échelle nationale dans le bassin.



ADAPTATION CONJOINTE, PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES ET LES RÉGIONS, DANS LE CONTEXTE DU RÉSEAU MONDIAL DES BASSINS MENANT DES ACTIVITÉS DANS LE DOMAINE DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les organes de la Convention sur l'eau et le Réseau international des organismes de bassin (RIOB), sous la houlette des Pays-Bas et de la Suisse, ont réussi à mobiliser différents bassins, depuis l'Amazone jusqu'au Mékong, et à les intégrer au sein du Réseau mondial des bassins menant des activités dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques, créé en 2013. Ce réseau est le seul organe d'envergure mondiale axé

spécifiquement sur l'adaptation transfrontière aux changements climatiques et regroupant des organismes de bassin de différents continents et régions. Actuellement, il compte 18 membres et les nouveaux bassins sont les bienvenus. Chaque année, les bassins du réseau mondial partagent leurs connaissances nouvellement acquises, leurs expériences et leurs rapports sur les récentes activités d'adaptation transfrontières. Le réseau permet en outre à ses membres d'apprendre de leurs pairs et prodigue des conseils techniques sur la manière d'impliquer les différents acteurs concernés, notamment les communautés locales et la société civile, ainsi que sur les moyens de mobiliser des fonds pour garantir une adaptation efficace et inclusive aux changements climatiques dans les bassins transfrontières.

SOURCES

Exemples de réussite : 22.

Interviews : Nikolaj Denisov, Ivan Zavadsky, Tamara Kutonova et György Rátvai.

Autres sources :

Commission internationale pour la protection du Danube : <https://icpdr.org/main/>



Chapitre 3 : LA CONVENTION SUR L'EAU CONTRIBUE AU BIEN-ÊTRE DES SOCIÉTÉS DANS LES BASSINS TRANSFRONTIÈRES ET AU-DELÀ

« Je tiens à réaffirmer notre volonté de mettre en œuvre la Convention de manière efficace et d'assurer la cohérence grâce à la promotion de stratégies de coopération transfrontières dans le domaine des accords de coopération et de la protection des cours d'eau transfrontaliers du Dniestr et du Prout, au bénéfice de notre population, de notre économie et de nos écosystèmes. »
Iuliana Cantaragiu, Ministre de l'environnement de la République de Moldova

La mise en œuvre de la Convention sur l'eau et de ses principes contribue au bien-être des sociétés dans les bassins transfrontières et au-delà. Une coopération efficace dans les bassins partagés est généralement source de nombreux avantages, notamment une meilleure santé grâce à l'amélioration de la qualité de l'eau, une plus grande sécurité alimentaire grâce à un accès plus régulier à l'irrigation, et une réduction du risque de catastrophes liées à l'eau. L'amélioration des perspectives d'emploi et la réduction

de la pauvreté, un renforcement de l'accès aux services tels que l'électricité et l'approvisionnement en eau, une plus grande satisfaction suscitée par la préservation des ressources culturelles ou les possibilités de loisirs offertes, sont autant de points positifs supplémentaires. La Convention contribue par ailleurs à améliorer les relations entre les populations par-delà les frontières et facilite ainsi la résolution concertée des problèmes communs.

EXEMPLES DE RÉUSSITE

LA COOPÉRATION POUR LA PROTECTION DU LAC PEIPSI/CHUDSKOYE A PERMIS D'AMÉLIORER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES COMMUNAUTÉS

Situé entre l'Estonie et la Fédération de Russie, le lac Peipsi/Chudskoye est le plus grand lac transfrontière d'Europe. Il constitue une frontière naturelle pour les habitants des territoires qui l'entourent, d'où une composition culturelle historiquement différente sur les rives orientale (russe) et occidentale (estonienne) du bassin lacustre. Du côté oriental la population est majoritairement russe, alors que du côté estonien cohabitent deux minorités. Les vieux-croyants russes, un groupe culturel minoritaire distinct de la population estonienne majoritaire, forment des communautés rurales riveraines établies dans la partie centrale du bassin. Dans la partie sud du bassin est implanté le peuple setu, dont les membres parlent une langue très proche de l'estonien mais sont chrétiens orthodoxes,

contrairement aux Estoniens. Ces diverses minorités enrichissent le patrimoine culturel de la région et elles sont traditionnellement toutes tributaires du lac, la pêche commerciale et l'agriculture représentant les principales sources de revenus.

Les autorités et des ONG ont grandement contribué aux moyens de subsistance et au bien-être de ces communautés lacustres. La coopération s'est traduite entre autres par deux résultats particulièrement remarquables : elle a permis d'assurer une qualité d'eau suffisante pour préserver les poissons et de garantir la protection et la gestion durable des populations piscicoles. Un accord sur la pêche conclu en 1994 et un accord sur les eaux transfrontières signé en 1997 sont les composantes essentielles de cette démarche, avec la création de deux organes de coopération communs : une commission russo-estonienne de la pêche et une commission mixte Estonie-Fédération de Russie des eaux transfrontières.

LA COOPÉRATION CONCERNANT LA TORNE CONTRIBUE AUX ÉCHANGES CULTURELS ET AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La coopération finno-suédoise concernant la Torne, une rivière principalement arctique, contribue également à la coopération transfrontière et au bien-être des populations bien au-delà des questions liées à l'eau. La Commission de la rivière frontalière établit la jonction entre les deux pays pour toutes les questions ayant trait à la rivière, via ses propres initiatives et d'autres actions initiées par les pouvoirs publics, les municipalités et la société civile.

Outre les diverses composantes de cette coopération, notamment la gestion des crues, les infrastructures partagées de traitement des eaux usées, les réglementations communes sur la pêche en vue de renforcer la population de saumons de la Baltique et d'autres espèces, cette coopération est un formidable vecteur d'échanges culturels et de développement économique. Elle a permis d'instaurer la confiance et a fait naître des projets de recherche et de culture transfrontières auxquels participe le peuple autochtone sâme. Sur les deux rives de la Torne, le tourisme est un secteur émergent important qui profite pleinement de la gestion avisée et transfrontière de la rivière.

AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET DU TRAITEMENT DES EAUX USÉES AU GHANA

La participation de pays du monde entier aux activités de la Convention sur l'eau a stimulé la coopération internationale et le partage d'expériences.

Le Ghana est Partie à la Convention sur l'eau depuis 2020. Une station d'épuration ultramoderne construite par des entreprises hongroises a été inaugurée à Kumasi, au Ghana, en 2021, améliorant les conditions de vie des plus de 2 millions d'habitants de la ville et de ses environs. Deux autres installations de traitement des eaux

usées sont en prévision, toujours construites par des entreprises hongroises, à Takoradi et Tamale. La ville de Takoradi proprement dite compte 600 000 habitants, mais la station desservira également toute la région occidentale, forte de plus de 3 millions de personnes. Il en ira de même à Tamale, une agglomération de 340 000 habitants dont la situation au centre de la région du Nord permettra de faire profiter près de 2,4 millions de personnes de l'investissement. Une unité spéciale de purification de l'eau a par ailleurs été installée à Akim Wenchi en septembre 2021 et couvre les besoins quotidiens en eau de plus de 3 000 personnes dans cette ville de 12 000 habitants.

COMPRENDRE ET PROMOUVOIR LA PERSPECTIVE DES FEMMES DANS LA GESTION DE L'EAU

Grâce à leur connaissance du contexte local et à leur leadership, les femmes jouent un rôle essentiel dans la gestion de l'eau, notamment en réponse aux changements climatiques. Elles sont en première ligne des pratiques de gestion durable des

ressources aux niveaux des ménages et de la communauté. Les documents d'orientation élaborés dans le cadre de la Convention sur l'eau proposent des recommandations et des exemples sur la manière de promouvoir le rôle des femmes dans la gestion de l'eau et la coopération transfrontière dans le domaine de l'eau. Le programme de travail de la Convention sur l'eau pour 2022-2024 intègre la dimension de genre dans plusieurs activités menées au titre de la Convention.

DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION DANS LE BASSIN DE LA RIVIÈRE PUTUMAYO-ICÁ

En l'absence de gestion intégrée des ressources naturelles, les conditions sociales et environnementales se sont dégradées dans le bassin du fleuve Putumayo-Icá (un affluent de l'Amazone), partagé par le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Pérou. Avec leurs partenaires, les organes de la Convention sur l'eau ont appuyé l'organisation par la Colombie, en avril 2018, d'une réunion de consultation qui a permis de nouer le dialogue entre la Colombie et le Pérou à propos d'actions

communes pour la gestion durable des ressources hydriques transfrontières du bassin. Par la suite en 2022, le FEM a adopté un projet visant à instaurer les conditions propices à une gestion conjointe des écosystèmes d'eau douce partagés du bassin du fleuve Putumayo-Icá. Dans ce bassin qui comprend certaines des zones les plus éloignées et économiquement sous-développées des quatre pays riverains, il a été convenu que les travaux futurs porteront principalement sur l'amélioration de la gouvernance en vue d'une gestion intégrée des ressources hydriques et sur l'accès équitable aux ressources, notamment pour les femmes et d'autres communautés vulnérables.

SOURCES

Exemples de réussite : 5, 9.

Interviews : Gulnara Roll, Harry Liiv, Johan Antti, Viktor Oroszi et Patricia Marity.

Autres sources :

Peipsi Center for Transboundary Cooperation : <https://ctc.ee/peipsi-ctc>

Fonds pour l'environnement mondial, formulaire de description de projet, « Integrated watershed management of the Putumayo-Icá river basin ».

Chapitre 4 : LA CONVENTION SUR L'EAU SOUTIENT LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Divers secteurs économiques, dont l'aquaculture, l'agriculture irriguée, l'exploitation minière, la production d'énergie, la production industrielle, le tourisme vert ou le transport fluvial ont des exigences particulières en termes de quantité et de qualité d'eau et de calendrier de leurs besoins en la matière. Une meilleure gestion des eaux transfrontières peut permettre la disponibilité au bon moment du volume d'eau requis, d'une qualité adéquate, et ainsi soutenir le développement de ces secteurs économiques.

La Convention sur l'eau contribue également au développement économique en :

- Favorisant les économies de coût dans le développement et la gestion des équipements liés à l'eau, grâce à une meilleure planification des infrastructures, à leur exploitation coopérative, à la réduction des dommages qu'ils subissent et à l'amélioration

de la qualité de l'eau (d'où une nécessité moindre de traiter l'eau potable).

- Réduisant les pertes économiques liées aux inondations et aux sécheresses.
- Améliorant la situation budgétaire des différents pays grâce à une baisse des coûts (et donc un besoin moindre de financement public) induits par la protection contre les crues, la protection de l'environnement naturel contre la pollution et l'approvisionnement en eau des activités économiques.
- Attirant des financements pour mettre en œuvre des projets, en servant de modèle pour les accords juridiques fixant le cadre de coopération généralement exigé par les financiers, et en collaborant avec les institutions financières internationales et d'autres partenaires afin de développer les capacités des pays et des organismes de bassins fluviaux à attirer des financements.

Tableau 1

AVANTAGES ÉCONOMIQUES PASSÉS ET POTENTIELS DE LA COOPÉRATION TRANSFRONTIÈRE DANS LE DOMAINE DE L'EAU, RECENSÉS DANS SEPT BASSINS PAR L'INTERMÉDIAIRE DE PROJETS SOUTENUS PAR LA CONVENTION SUR L'EAU

	Alazani/ Ganykh	Cubango- Okavango	Drina	Système aquifère du Sahara septentrional	Sava	Sio-Malaba- Malakisi	Syr Darya
Développement du secteur agricole (y compris de la pêche)	•	•	•	•	•	•	•
Développement du secteur du tourisme	•	•			•		•
Protection des activités économiques existantes (grâce à une plus grande sécurité d'approvisionnement en énergie et/ou en eau)			•	•		•	•
Économies réalisées (grâce à l'amélioration de la mise en valeur et de la gestion des infrastructures liées à l'eau)	•		•	•	•		
Réduction des pertes économiques occasionnées par les inondations ou les sécheresses	•	•	•		•		•
Augmentation de la valeur des terres le long de la rivière		•					
Attraction des investissements dans des projets d'infrastructure (par exemple énergie, irrigation, eau, routes, etc.)		•				•	
Amélioration des finances publiques (augmentation des recettes fiscales, réduction des dépenses publiques)		•				•	

EXEMPLES DE RÉUSSITE

PROMOTION D'UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ÉQUILIBRÉ DANS LE BASSIN DU DRIN

Le bassin du Drin s'étend sur 20 361 km² à travers l'Albanie, la Grèce, le Kosovo¹, le Monténégro et la Macédoine du Nord et soutient l'activité économique de plus de 1,6 million de personnes. Dans un mémorandum d'accord signé en 2011, les pays riverains se sont engagés à promouvoir une action commune durable pour la gestion intégrée de ses ressources en eau partagées. Le projet du FEM « Activation de la Coopération transfrontalière et la Gestion intégrée des ressources en eau dans le bassin du fleuve Drin » (mis en œuvre par le PNUD et exécuté par le Partenariat mondial pour l'eau par l'intermédiaire du Partenariat mondial pour l'eau-Méditerranée, en coopération avec le secrétariat de la Convention sur l'eau) a soutenu la mise en œuvre de ce mémorandum d'accord depuis 2016.

Dans le cadre de leur coopération, les pays du bassin du Drin ont élaboré une analyse diagnostique transfrontière commune du bassin fluvial et mis au point un programme d'action stratégique. L'analyse diagnostique fait appel à des scénarios évaluant le

niveau de stress hydrique tout au long d'une année par suite du développement des activités économiques, de l'expansion des réseaux d'approvisionnement en eau et des changements climatiques. Des hausses les plus massives de la consommation d'eau sont attendues dans le secteur de l'agriculture dans les années à venir, en raison du développement des systèmes d'irrigation : d'ici à 2050, la consommation actuelle pourrait progresser de près de 30 % en Albanie, au Monténégro et en Macédoine du Nord, et de 50 % au Kosovo. Dans les conditions actuelles, l'eau disponible s'avère suffisante pour l'ensemble des diverses utilisations socioéconomiques, mais il y a fort à parier que les changements climatiques entraîneront à l'avenir de graves pénuries d'eau dans certains sous-bassins présentant des besoins d'irrigation élevés pendant la période juin-août (par exemple ceux du lac Prespa et du Drin noir). Face à cette situation, l'un des objectifs du plan d'action stratégique consiste à instaurer les conditions d'une utilisation durable de l'eau et de ses écosystèmes. Le plan est assorti d'un ensemble d'objectifs connexes concernant la base de connaissances, le renforcement des capacités et les dispositions et actions à mettre en œuvre d'ici à 2030.

¹ Territoire administré par l'ONU en application de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

SOUTENIR L'AGRICULTURE ET LA PRODUCTION D'ÉNERGIE DURABLES DANS LA PÉNINSULE IBÉRIQUE

Le Portugal et l'Espagne partagent les fleuves Minho/Miño, Douro/Duero, Tage/Tejo/Tajo et Guadiana, qui constituent la majeure partie de leurs maigres ressources en eau. Depuis le XIXe siècle, les deux pays ont noué des partenariats et conclu des traités relatifs à ces cours d'eau, principalement pour en définir les frontières et les utilisations, avec en point d'orgue l'Accord de coopération pour la protection des eaux et l'aménagement hydraulique durable des bassins hydrographiques hispano-portugais (1998), plus connu sous le nom de Convention d'Albufeira. La Convention sur l'eau a contribué à l'actualisation des anciens accords en vigueur entre les deux pays pour en faire un accord-cadre unifié relatif à leurs bassins transfrontières.

La Convention d'Albufeira facilite la production agricole et énergétique durable tout en protégeant les écosystèmes liés à

l'eau. Elle fait obligation au Portugal et à l'Espagne de coordonner leurs actions de prévention et de contrôle des situations de sécheresse et de pénurie d'eau, et d'entreprendre des études conjointes sur ces phénomènes. Dans les bassins partagés (deux du Douro/Duero et du Tage/Tejo/Tajo en particulier) l'eau sert essentiellement à la production d'énergie, mais les usages agricoles sont également très importants dans de vastes territoires des deux pays. Ces utilisations ont profité d'un régime hydrologique bien établi. Le régime d'écoulement actuel est fixé dans le deuxième Protocole de révision de la Convention, approuvé en 2008, sur la base de valeurs d'écoulement minimales en des points sélectionnés près de la frontière, selon des critères hydrométéorologiques propres. Le respect de ces débits est vérifié trimestriellement et annuellement. Lors de la préparation des plans hydrologiques des bassins, le régime d'écoulement fixé dans la Convention d'Albufeira est intégré aux modèles d'allocation et de réserve de ressources en eau afin de répondre aux différents usages et aux demandes en eau.



AMÉLIORATION DE L'EXPLOITATION ET DE LA MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES EN SOUTIEN DE L'AGRICULTURE DANS LE BASSIN DU TCHOU ET DU TALAS

Les rivières Tchou et Talas, partagées par le Kazakhstan et le Kirghizistan, sont des ressources essentielles pour l'irrigation des vastes terres agricoles des deux pays. Elles contribuent à la subsistance de plus de 3 millions de personnes et permettent la production d'énergie hydroélectrique. Toutes les installations de régulation des cours d'eau, telles que les barrages, les réservoirs d'eau et les canaux, sont situées en amont sur le territoire du Kirghizistan, le Kazakhstan étant tributaire du fonctionnement et du bon entretien de ces installations. En 2002, les deux pays ont signé l'Accord concernant l'utilisation des mécanismes de gestion de l'eau de statut intergouvernemental sur le Tchou et le Talas afin d'établir une base juridique pour l'exploitation conjointe des infrastructures de gestion des eaux. En 2006, avec le soutien de l'OSCE, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique et du secrétariat

de la Convention sur l'eau, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont créé une commission permanente chargée de préciser les modalités de fonctionnement des infrastructures hydrauliques, ainsi que la part de chaque pays dans le financement des coûts d'exploitation et de maintenance.

Le travail de la Commission des bassins du Tchou et du Talas, appuyé par le secrétariat de la Convention sur l'eau et de nombreux autres partenaires, a permis de prendre en toute transparence des décisions sur l'allocation de l'eau et les coûts d'entretien à la charge des deux parties. Cette Commission a également abordé les questions de sécurité des barrages et d'adaptation aux changements climatiques. Entre 2004 et 2021, le Kazakhstan a contribué pour plus de 5,5 millions de dollars au financement de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures. Depuis 2014, des réparations et des opérations de modernisation ont été effectuées pour les réservoirs de Kirov et d'Orto-Tokoi, les bras est et ouest du grand canal du Tchoui et l'usine hydraulique de Chumysh. Par ailleurs, un plan d'action stratégique commun pour 2022-2030 a été approuvé.

PROMOTION D'UNE PRODUCTION RENTABLE D'ÉNERGIE HYDROÉLECTRIQUE DANS LE BASSIN DE LA DRINA

En 2017, les organes de la Convention sur l'eau ont soutenu une évaluation des arbitrages et des avantages de la gestion des ressources dans les divers secteurs, dans le but de promouvoir le dialogue et de recenser les actions communes susceptibles d'être menées dans le bassin de la Drina, un fleuve partagé par la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie. L'une des stratégies étudiées consistait en l'exploitation coordonnée des barrages hydroélectriques afin d'optimiser la production d'énergie au niveau du bassin (plutôt qu'au niveau de chaque pays individuel). La modélisation a montré que sur la période 2017-2030, l'exploitation concertée des barrages pourrait fournir plus de 600 GWh d'électricité. Compte tenu des écarts de coûts entre la production d'énergie des centrales hydroélectriques et celle des centrales thermiques, une action commune permettrait de réaliser des économies globales de 136 millions de dollars sur la période 2017-2030. Elle entraînerait également une diminution des importations de combustibles et une réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les travaux analytiques menés en 2021 ont permis d'approfondir le rôle

futur de l'hydroélectricité dans la décarbonisation du secteur énergétique et dans l'adaptation aux changements climatiques des trois pays riverains, afin d'optimiser les ressources disponibles, de minimiser les impacts négatifs sur l'environnement et de maximiser les avantages multisectoriels des projets.

Ces conclusions viennent étayer les décisions en faveur de l'hydroélectricité à différents niveaux et ont conduit à revoir la régulation du débit des eaux afin de concilier les différents besoins, notamment la protection contre les crues et le débit écologique. L'évaluation thématique des liens d'interdépendance entre la biodiversité, l'eau, l'alimentation et la santé a renforcé les capacités de planification intégrée de l'eau et de l'énergie à l'échelle du bassin dans les trois pays. Un dialogue de haut niveau, réunissant des responsables politiques, des compagnies d'électricité, des institutions financières, des organisations internationales et des représentants de la société civile, a conduit à l'élaboration d'une feuille de route des interdépendances pour le bassin et contribué à plusieurs processus et initiatives de coopération, par exemple la Stratégie Europe du Sud-Est 2020, le projet du FEM pour la gestion du bassin de la Drina et le Programme vert pour les Balkans occidentaux.

ATTÉNUER LES PERTES ÉCONOMIQUES LIÉES AUX CRUES DANS LE BASSIN DU DANUBE

La Convention sur l'eau a servi de modèle pour l'élaboration de la Convention sur la coopération pour la protection et l'utilisation durable du Danube, signée en 1994. Au fil des siècles, les pays riverains du Danube ont subi de nombreuses inondations désastreuses. Le coût cumulé de ces phénomènes en 2010, 2013 et 2014 a dépassé à lui seul 8,4 milliards d'euros. Depuis 2004, la Commission internationale pour la protection du Danube a adopté des stratégies et des plans d'action successifs pour atténuer le danger des crues et leurs impacts. Le plan de gestion des risques d'inondation du Danube de 2021, qui repose sur la Directive européenne relative à l'évaluation et à la gestion

des risques d'inondation, est axé sur la gestion stratégique des risques dans l'ensemble du bassin fluvial. L'un des fondements de ce plan est l'application pratique du principe de solidarité. Les structures de protection contre les inondations, notamment les digues et les barrières démontables, pouvant provoquer des transferts en aval de masses d'eau plus importantes lors de crues extrêmes, le plan encourage toutes les dispositions susceptibles de retenir les précipitations ainsi que le stockage local des excédents d'eau, avant leur lâcher en aval. Les mesures naturelles de rétention d'eau consistent entre autres à protéger les zones humides, à remettre en état les plaines alluviales et à modifier l'utilisation des terres, par exemple en développant les zones herbeuses ou forestières.

RÉDUCTION DES PERTES ÉCONOMIQUES CAUSÉES PAR LA SÉCHERESSE DANS LE BASSIN DU DNIESTR

Le Dniestr est le plus grand fleuve de la République de Moldova et le quatrième d'Ukraine. Il s'écoule sur 1 350 km et son bassin compte près de 8,5 millions d'habitants. Le bassin du Dniestr joue un rôle clé dans les principaux secteurs socioéconomiques des deux pays, notamment l'agriculture, l'aquaculture, l'exploitation minière, les activités urbaines, la production d'énergie hydroélectrique, la production de matériaux de construction et l'industrie du bois, entre autres. Le sud de la République de Moldova et de l'Ukraine constitue traditionnellement une zone agricole considérée « à risques ». Les cours d'eau locaux de cette région sont sujets à tarissement et sont complètement asséchés lors des fréquentes années arides. Au cours des 120 dernières années, plus de 70 épisodes de sécheresse ont été enregistrés.

Avant la construction du système de réservoirs du Dniestr au cours des années 1981-1987, les sécheresses même peu intenses provoquaient d'importantes pertes de récoltes et des problèmes

d'approvisionnement en eau pour les industries non agricoles et les autres consommateurs d'eau. Les réservoirs ont permis de garantir les débits et de répondre aux besoins d'irrigation. Mais les grandes sécheresses causent encore des pertes économiques massives. Dans la seule République de Moldova, les dégâts liés aux sécheresses de 2007 et 2012 ont été estimés à plus d'un milliard et 1,2 milliard de dollars, respectivement.

Pour répondre à leurs obligations au titre de la Convention sur l'eau, la République de Moldova et l'Ukraine ont signé en 2012, avec le soutien de l'OSCE, de la CEE et du PNUD, le Traité du bassin du Dniestr. En 2018, elles ont créé la Commission pour l'utilisation et la protection durables du bassin du Dniestr. En 2021, les deux pays ont approuvé un programme d'action stratégique comportant entre autres mesures prioritaires pour le premier quinquennat l'amélioration, l'adoption et l'application des règles d'exploitation du réseau de réservoirs du Dniestr, ainsi que l'élaboration d'un plan de gestion des sécheresses.

ÉCONOMIE DE RESSOURCES FINANCIÈRES PUBLIQUES GRÂCE À DES MESURES RATIONNELLES DANS LE BASSIN DU DANUBE

L'assainissement du fleuve et la prévention des pollutions, l'amélioration de la rétention naturelle de l'eau et le rétablissement des voies de migration des poissons dans le Danube sont des opérations nécessitant des investissements massifs. Chaque pays riverain du Danube est responsable du financement des projets à l'intérieur de ses frontières, et des montants importants ont été alloués pour aider ces pays à atteindre des objectifs environnementaux : entre 2006 et 2018, plus de 22 milliards

d'euros ont été investis dans les seules installations de traitement des eaux. Grâce à leurs activités de coopération, les pays du Danube ont pris conscience qu'il est crucial d'investir dans la restauration de l'environnement, mais qu'il est encore plus profitable de prévenir la détérioration de l'environnement. Ces deux approches sont essentielles pour parvenir à une bonne qualité de l'eau et à un environnement sain pour les habitats riverains. À cet égard, les gouvernements nationaux ont pris les choses en main avec l'aide de plusieurs programmes de financement soutenus par l'UE et des propriétaires et exploitants privés d'installations ayant un impact sur l'eau de la région.

ATTIRER LES FINANCEMENTS DU FEM

Le partenariat entre la Convention sur l'eau et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) s'est avéré mutuellement bénéfique. Les nombreux projets du domaine d'intervention « Eaux internationales » financés par le FEM contribuent à la réalisation des objectifs de la Convention sur l'eau partout dans le monde, même dans les pays non (encore) Parties à cette Convention. À titre d'exemple, le soutien du FEM aux commissions des fleuves Orange-Senqu, Okavango, Mékong et Amazone a permis de renforcer la coopération régionale en matière de gestion des ressources en eau en vue de la mise en place de cadres de coopération juridiques et institutionnels

formels. Dans le même temps, la Convention sur l'eau a facilité l'accès aux financements du FEM dans plusieurs bassins en Afrique, en Asie et en Europe. Les activités menées au titre de la Convention sur l'eau ont contribué à la formulation de huit projets du FEM dans les bassins du Boug et du Niémen, du Tchou et du Talas, du Dniestr et du Drin, ainsi que dans le bassin aquifère sénégal-mauritanien, qui ont attiré ensemble 27,4 millions de dollars de financement du FEM (et un cofinancement attendu de 363 millions de dollars). La Convention sur l'eau a également permis d'attirer des fonds du FEM dans les bassins du Dniepr, de la Koura, de la Dvina occidentale et du Piandj et dans le bassin du lac Skadar/Shkoder, pour un montant total de 31,5 millions de dollars (et un cofinancement attendu de 310 millions de dollars).

ATTIRER LES FINANCEMENTS POUR LA COOPÉRATION DANS LE BASSIN DE LA VISTULE

Le Bélarus, la Pologne, la Slovaquie et l'Ukraine, qui sont tous Parties à la Convention sur l'eau, se partagent le bassin de la Vistule. Ce bassin couvre 193 960 km², dont 87 % sont situés en Pologne. La pollution générée dans les pays en amont affectant la qualité de l'eau en Pologne, les autorités de ce pays collaborent depuis plus de 20 ans avec leurs homologues bélarusses et ukrainiens pour améliorer la qualité des eaux de la Vistule. Au début des années 2000, le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau a conçu le programme « Investissements dans la gestion des eaux usées à l'extérieur du pays » et a alloué une subvention de 5,5 millions de zloty polonais (PLN) pour moderniser les installations de traitement des boues de la station d'épuration de Brest, au Bélarus. Le volet actuel du programme couvre la période de 2016 à 2023

et dispose d'un budget de 100 millions de PLN pour financer des prêts préférentiels. Cet appui financier couvre jusqu'à 90 % des coûts éligibles des projets de construction, d'extension ou de modernisation des stations d'épuration municipales (y compris la gestion des boues et le drainage), des stations de traitement des boues et des systèmes d'assainissement. En 2017, le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau a signé un mémorandum de coopération avec les autorités ukrainiennes de la ville de Lviv et la société municipale Lvivvodokanal, afin de faciliter la modernisation de la station d'épuration de la ville, qui avait fait l'objet d'une étude de faisabilité préliminaire. D'autres villes du Bélarus (Kobryn) et d'Ukraine (Zolkiew, Kamianka-Bouzka et Brody) ont manifesté leur intérêt pour cette démarche, mais la mise en œuvre de la coopération est difficile en raison de la situation géopolitique actuelle dans la région.

ATTIRER LES FINANCEMENTS POUR DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Alors que les pays intensifient la mobilisation des ressources en vue d'accéder aux financements requis pour assurer la sécurité de l'approvisionnement en eau (et pour lutter contre les effets des changements climatiques), il est essentiel qu'ils soient en mesure d'élaborer des projets bien conçus et pouvant être financés, capables d'attirer les ressources publiques et privées limitées disponibles. Pour aider les pays partageant des bassins fluviaux transfrontières et les organisations de bassins fluviaux à mieux appréhender leurs besoins financiers, les sources de financement potentielles et la manière de préparer des projets susceptibles d'être financés, les organes de la Convention sur l'eau ont appuyé l'élaboration de documents d'orientation et l'organisation d'ateliers de formation, en partenariat avec plusieurs institutions financières internationales. Les orientations ont été consignées dans deux publications : *Financement de l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers : Préparer des projets susceptibles d'être financés*

(Banque mondiale, 2019) et *Le financement de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières et de la mise en valeur des bassins* (CEE, 2021).

Le bassin du fleuve Dniestr peut être considéré comme un exemple particulièrement réussi en matière de financement. En 2021, deux propositions de projet ont été élaborées dans le cadre d'un projet financé par le FEM et consacré aux moyens de faciliter la coopération transfrontière et la gestion intégrée des ressources en eau du bassin du Dniestr, en consultation avec la Commission du Dniestr et sous la direction de la Convention sur l'eau et de l'OSCE. Les deux propositions portent sur l'adaptation aux changements climatiques dans le Bas-Dniestr (la région d'Odessa, Ukraine), en particulier sur le renforcement de la résilience de la zone du delta du Dniestr, et sur la prévention de l'érosion côtière et de la pollution technologique de la lagune (estuaire) du Dniestr. Les deux projets ont été inclus dans le plan d'adaptation de la région d'Odessa en tant que mesures pour 2021-2023.

AVANTAGES SOCIOÉCONOMIQUES DE LA COOPÉRATION TRANSFRONTIÈRE DANS LE DOMAINE DE L'EAU POUR LA ROUMANIE

Partie à la Convention sur l'eau, la Roumanie contribue activement aux activités de la Commission internationale pour la protection du Danube, qui est l'organe commun de coopération transfrontière dans le bassin du Danube. La Roumanie tire de multiples avantages socioéconomiques et environnementaux de la coopération au sein de cette Commission, notamment le partage des coûts de gestion du bassin entre les 14 pays riverains. À titre d'exemple, tous les pays limitrophes du bassin mettent en œuvre des mesures visant à parvenir à un état des eaux conforme aux exigences de la Directive-cadre européenne sur l'eau. Ces mesures ont non seulement produit des effets positifs sur la santé des populations, mais ont également permis aux pays de mutualiser les coûts d'interventions, réduisant ainsi le poids des dépenses pour les pays individuels comme la Roumanie. Disposant de systèmes d'information et de prévision communs, les États riverains sont en mesure de minimiser les dégâts causés par les pollutions accidentelles et les phénomènes extrêmes. Ainsi, lors des crues de 2014 de la Save, de la Morava et du Danube, les autorités roumaines chargées de la gestion de l'eau étaient mieux préparées et sont intervenues avec efficacité grâce aux alertes reçues du système commun de gestion des risques d'inondation.

Autre avantage de la coopération pour la Roumanie : les investissements dans le bassin sont coordonnés au niveau transfrontière et ciblent précisément les secteurs où ils sont le plus indispensables. Les évaluations et le plan de gestion du bassin du Danube constituent une bonne base pour le financement des donateurs, les investisseurs potentiels étant ainsi informés des problèmes les plus urgents à l'échelle du bassin, des solutions réalisables et des impacts prévus des investissements. Grâce aux évaluations réalisées dans le cadre des projets régionaux menés au titre de la Convention sur la protection du Danube et de la Convention relative à la protection de la mer Noire contre la pollution, entre 1995 et 2019, la Roumanie a bénéficié de 559 millions de dollars d'investissements de la part de la Banque mondiale, de 760 millions d'euros de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et de 866 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement pour la réalisation au niveau national de projets de gestion de l'eau dans le bassin du Danube, notamment le traitement des eaux dans les villes, l'approvisionnement en eau potable, la réduction de la pollution par les nutriments et la gestion des risques d'inondation. De nombreuses autres retombées positives, dont la prévention des conflits avec les riverains, sont difficiles à quantifier mais continuent d'améliorer les conditions de vie de millions de personnes tributaires des ressources en eau du Danube en Roumanie.

SOURCES

Exemples de réussite : 11, 28.

Interviews : Indira Akbozova, Ivan Zavadsky, Concepción Marcuello Olona, Katarzyna Delis-Szeląg et Gheorghe Constantin.

Autres sources :

Commission du Dniestr (2021). *Strategic Action Programme of the Dniester River Basin 2021-2035*.

Commission du Dniestr (2019). *Analysis of the Effects of Dniester Reservoirs on the State of the Dniester River*.

Commission du Dniestr (2019). *Transboundary Diagnostic Analysis of the Dniester River Basin*.

Drin CORDA (non daté). *Drin Basin Strategic Action Programme*. Athènes : GWP-Med.

Drin CORDA (non daté). *Drin Basin Transboundary Diagnostic Analysis*. Athènes : GWP-Med.

Base de données de projets du FEM : <https://www.thegef.org/projects-operations/database>

Commission internationale pour la protection du Danube (2019). *Interim Report on the Implementation of the Joint Programme of Measures in the Danube River Basin 2018*.

Commission internationale pour la protection du Danube (2015). *Flood Risk Management Plan for the Danube River Basin District*.

Mécanisme de concertation du système aquifère du Sahara septentrional (2020). Les avantages de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières dans le système aquifère du Sahara septentrional.

CEE (2018). *Identifying, Assessing and Communicating the Benefits of Transboundary Water Cooperation*.

CEE (2017). *Assessment of the Water-Food-Energy-Ecosystems Nexus and Benefits of Transboundary Cooperation in the Drina River Basin*.

CEE (2015). *Reconciling Resource Uses in Transboundary Basins : Assessment of the Water-Food-Energy-Ecosystem Nexus*.



Chapitre 5 : LA CONVENTION SUR L'EAU FAVORISE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

« La Convention sur l'eau est devenue un instrument véritablement mondial qui soutient les mécanismes régionaux. »

Shavkat Khamraev, Ministre des ressources en eau de l'Ouzbékistan

La coopération économique régionale peut générer des retombées économiques majeures pour les pays participants. Elle provoque des changements caractéristiques dans les relations économiques, fait naître de nouvelles possibilités économiques, et engendre des gains d'efficacité économique permettant par exemple aux pays de tirer parti d'économies d'échelle ou de se spécialiser dans les secteurs économiques dans lesquels ils sont les plus productifs.

Les activités de coopération promues et soutenues par la Convention sur l'eau contribuent à instaurer un climat de

confiance entre les pays qui partagent un bassin transfrontière. Cette confiance est généralement une condition préalable à la réalisation d'initiatives de coopération au service du développement, telles que le déploiement de réseaux d'infrastructures transnationaux (pour l'approvisionnement en eau, en énergie ou le transport routier, par exemple), les investissements transfrontières (dans les secteurs de l'irrigation ou du tourisme) ou les marchés régionaux de biens, de services et de main-d'œuvre (notamment par l'amélioration de la navigation sur les cours d'eau transfrontières).

Tableau 2

AVANTAGES ANTÉRIEURS ET POTENTIELS DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DÉCOULANT DE LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DES EAUX TRANSFRONTIÈRES, RECENSÉS DANS SEPT BASSINS GRÂCE À DES PROJETS SOUTENUS PAR LA CONVENTION SUR L'EAU

	Alazani/ Ganykh	Cubango- Okavango	Drina	Système aquifère du Sahara septentrional	Sava	Sio-Malaba- Malakisi	Syr Darya
Développement du commerce des vecteurs énergétiques (tels que l'électricité, le gaz naturel, le kérosène) et intégration énergétique	•		•				
Renforcement du commerce de marchandises (y compris par les voies fluviales)				•	•	•	
Développement du tourisme transfrontière		•					
Renforcement des investissements transfrontières				•	•		
Développement de marchés régionaux de biens, de services et/ou de main-d'œuvre		•			•		•

EXEMPLES DE RÉUSSITE

PROMOTION DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE EN EUROPE

L'intégration économique régionale sur le continent européen a été stimulée par le développement de la Communauté économique européenne (créée en 1957), sa transformation en l'Union européenne (en 1992) et l'expansion de cette dernière, qui regroupe actuellement 27 membres. La Convention sur l'eau a facilité la coopération entre les États membres de l'UE et les autres dans plusieurs bassins transfrontières et a contribué à ouvrir la voie à l'adhésion. À titre d'exemple, depuis sa création en 1999, la Commission internationale pour la protection du Danube a aidé un grand nombre de pays riverains de ce fleuve à préparer leur adhésion à l'Union européenne. Pour appliquer la Convention sur la protection du Danube, conçue sur la base de la Convention sur l'eau, les outils réglementaires de l'UE, à savoir la

Directive-cadre dans le domaine de l'eau et la Directive de l'Union européenne sur le traitement des eaux résiduaires urbaines, ont considérablement accéléré la réforme des secteurs de l'eau et de l'environnement dans les pays du Danube candidats à l'adhésion, un préalable indispensable pour satisfaire au cadre juridique de l'UE (acquis communautaire). Au début des années 2000, des mesures de renforcement des capacités ont été prises dans le contexte de la Convention sur l'eau, pour permettre aux pays du Danube de mieux comprendre les directives européennes. Elles ont grandement facilité l'intégration de la Bulgarie, de la Croatie, de la Hongrie, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie avec les « anciens » membres de l'UE, mais ont également favorisé de manière significative l'intégration régionale des Parties à la Convention sur la protection du Danube dans d'autres secteurs économiques liés à l'eau.

SOUTIEN DE LA PLANIFICATION CONJOINTE DES INVESTISSEMENTS DANS LE BASSIN DU SIO-MALABA-MALAKISI

Entre 2017 et 2020, sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, le secrétariat de la Convention sur l'eau et l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources ont favorisé l'intensification de la coopération entre le Kenya et l'Ouganda dans le bassin du Sio-Malaba-Malakisi. Le processus multipartite a débuté par une analyse de la situation et une évaluation des avantages de la coopération, puis il s'est progressivement orienté vers l'élaboration d'un plan d'investissement à l'échelle du bassin et d'une stratégie de viabilité financière, avec pour objectifs : a) d'aider au recensement, à la préparation, à la hiérarchisation, au séquençage et à la mise en œuvre des projets ; et b) d'assurer la viabilité financière du

cadre institutionnel du bassin du Sio-Malaba-Malakisi et de son programme d'investissement. Ce plan d'investissement et la stratégie de viabilité financière comportent un cadre d'investissement (assorti d'une méthodologie de hiérarchisation des projets), un programme d'investissement (comptant huit projets prioritaires pour une valeur combinée de 120 millions de dollars), et une stratégie de viabilité financière (24 actions organisées autour de trois piliers). Ce plan d'investissement et cette stratégie faciliteront la gestion de la coopération entre le Kenya et l'Ouganda et permettront d'attirer des financements pour stimuler le développement économique régional dans le bassin du Sio-Malaba-Malakisi.

En outre, le Kenya et l'Ouganda se sont appuyés sur les dispositions de la Convention sur l'eau pour élaborer un arrangement de coopération dans le domaine de l'eau dans le bassin du Sio-Malaba-Malakisi, qui a pris la forme d'un memorandum d'accord.

FACILITATION DU COMMERCE GRÂCE À DES INVESTISSEMENTS DANS LA NAVIGATION SUR LE BASSIN DE LA SAVE

La Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro, la Serbie et la Slovénie se partagent le bassin de la Save. Avant les conflits des années 1990, la Save était un axe important du réseau de transport de fret de l'ex-Yougoslavie. Selon les estimations, 5,2 millions de tonnes de marchandises en vrac y ont transité en 1990, une époque où la rivière était navigable près de trois cents jours par an. Depuis lors, les infrastructures hydrauliques de la Save ont pâti d'un manque d'entretien et n'ont été que partiellement modernisée et étendue, ce qui a entravé l'intégration économique régionale et freiné la croissance. En conséquence, les volumes de trafic fluvial sur la Save se sont effondrés. En 2018, la rivière n'était navigable que cent soixante jours par an et seules 877 000 tonnes de fret ont été transportées.

L'Accord-cadre sur le bassin de la Save, signé en 2002, prévoit, entre autres, une coopération pour l'établissement d'un régime international de navigation sur la Save et ses affluents navigables. Pour la mise en œuvre de cet aspect de l'accord-cadre, les décisions en matière de navigation sont du ressort de la Commission de la Save.

S'appuyant sur le cadre de coopération établi par l'accord-cadre sur le bassin de la Save, les pays de la région et la Banque mondiale ont convenu en 2021 d'un programme d'investissement régional en deux phases pour la gestion des eaux transfrontières, d'une valeur totale de 332 millions de dollars. Ce programme vise, entre autres, à améliorer la navigabilité de la rivière et à moderniser les ports afin de faciliter l'accès au marché, de réduire les coûts de transport et de logistique et, à long terme, de favoriser le commerce régional. Selon les estimations, ces investissements devraient produire un taux de rendement économique interne de 10,1 % et une valeur économique actuelle nette de 22,4 millions d'euros en 2019.

PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DANS LE BASSIN DU FLEUVE CUBANGO-OKAVANGO

Depuis 1994, l'Angola, le Botswana et la Namibie coopèrent au sein de la Commission permanente du bassin du fleuve Okavango dans le but de mieux connaître et gérer ce bassin. En 2015, le secrétariat de la Commission a requis l'assistance des organes de la Convention sur l'eau pour évaluer des avantages tirés de la coopération dans le bassin, et a demandé le soutien de la Banque mondiale pour mener une analyse des possibilités d'investissements multisectoriels. L'évaluation des résultats de la coopération a montré que la coopération dans le bassin de l'Okavango avait eu plus d'effets positifs que prévu, et qu'il était possible d'en tirer des avantages encore plus nombreux et

mieux répartis, principalement liés à l'intégration économique régionale. À l'issue de l'analyse des possibilités d'investissements multisectoriels, il a été recommandé d'adopter trois programmes de développement stratégique à l'échelle du bassin, autour de trois piliers : un programme d'amélioration des moyens d'existence, un cadre d'investissement dans le tourisme et un programme de développement des infrastructures coopératives. Le secrétariat de la Commission permanente du bassin du fleuve Okavango a collaboré avec les trois États membres, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, le PNUD-FEM et la Banque mondiale pour concevoir des investissements s'inscrivant dans le cadre de ces trois programmes. Des projets ciblés ont également été lancés au titre des programmes sur les moyens de subsistance et le tourisme.

SOURCES

Interviews : Ivan Zavadsky et Tracy Sithabile Molefi.

Autres sources :

Base de données de projets du FEM. <https://www.thegef.org/projects-operations/database>

Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (2020). *Sio-Malaba-Malakisi Basin Investment Plan and Financial Sustainability Strategy*.

Mécanisme de concertation du système aquifère du Sahara septentrional (2020). *Les avantages de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières dans le système aquifère du Sahara septentrional — Note d'orientation*.

Commission permanente du bassin du fleuve Okavango (2020). *Realising the Benefits of Transboundary Water Cooperation in the Cubango-Okavango River Basin — Policy Report*.

CEE (2018). *Identifying, Assessing and Communicating the Benefits of Transboundary Water Cooperation*.

CEE (2015). *Concilier les différentes utilisations des ressources dans les bassins transfrontières : évaluation des interactions entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes*.

Banque mondiale (2019). *Sava and Drina Rivers Corridors Integrated Development Program — Project Appraisal Document*.





Chapitre 6 : LA CONVENTION SUR L'EAU SOUTIENT LES ARBITRAGES INTERSECTORIELS ET FAVORISE L'APAISEMENT DES TENSIONS



L'approche fondée sur les interactions adoptée par la Convention sur l'eau est un excellent exemple, riche d'orientations et d'expériences pratiques. »

Anita Pipan, Ambassadrice et Représentante permanente de la Slovénie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

La Convention sur l'eau couvre tous les secteurs en rapport avec l'utilisation et la protection des bassins hydrographiques, lacustres ou aquifères transfrontières. Les arbitrages intersectoriels et les tensions sont caractéristiques des bassins partagés, d'où les principes de la Convention visant à établir un dialogue entre tous les secteurs et acteurs importants, afin de recenser et de dégager des solutions bénéfiques pour tous. L'intérêt potentiel de la coordination et de la planification intégrée entre les secteurs et à l'échelle du bassin est de plus en plus largement reconnu. Il appartient aux secteurs agricole et énergétique, principaux consommateurs d'eau, de jouer à ce titre un rôle proactif en proposant des solutions et des investissements tenant compte des besoins de l'ensemble des secteurs utilisateurs de l'eau et de l'environnement.

Les facteurs qui favorisent le plus le recensement et la mise en œuvre de solutions intégrées fondées sur les interactions sont une coopération transfrontière étroite, le partage des données et des informations, l'ouverture aux compromis et aux synergies, ainsi que la conscience des options et des avantages des arbitrages transsectoriels et transfrontières. Ces facteurs dépendent dans une large mesure de l'existence d'institutions communes capables d'instaurer un environnement propice. Si tous les bassins transfrontières ne sont pas dotés d'un cadre institutionnel de coopération transfrontière, les organes communs établis conformément aux principes de la Convention sur l'eau jouent un rôle clé en tant que facilitateurs, voire catalyseurs, des solutions et investissements fondés sur les interactions.

EXEMPLES DE RÉUSSITE

PROTECTION CONTRE L'ÉROSION DANS LE BASSIN DE L'ALAZANI/GANYKH

L'Alazani/Ganykh est un cours d'eau d'une grande importance sociale et économique pour l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Les deux pays ont participé à plusieurs projets régionaux axés sur la gestion, la surveillance et l'évaluation des ressources en eau transfrontières, notamment l'évaluation participative des interactions entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les écosystèmes de l'Alazani/Ganykh menée en 2013-2014. Réalisée avec l'appui des organes de la Convention sur l'eau, cette évaluation a relevé de nombreux liens entre les différentes ressources du bassin, y compris des chaînes d'effets indirects entre les secteurs, par exemple entre l'utilisation de bois de chauffe par les ménages, le déboisement, l'érosion et la sédimentation, la perte de services écosystémiques et la dégradation du régime hydrologique. Les solutions susceptibles de mieux valoriser les ressources du bassin ont aussi été étudiées et, d'après l'évaluation, elles pourraient faire l'objet de politiques et d'actions concertées et

d'une coopération transfrontière, visant notamment à améliorer l'accès aux combustibles modernes tels que le gaz afin de lutter contre l'érosion.

Ces approches se retrouvent dans plusieurs mesures prises par le Gouvernement géorgien au niveau national et à l'échelle du bassin, dont l'élaboration de plans nationaux de développement socioéconomique et la mise au point d'une nouvelle législation pour la région de Kakheti. Des dispositions ont été prises dans le but d'améliorer les conditions de vie et d'assurer un accès durable à des ressources vivrières, hydriques, énergétiques et environnementales suffisantes. De 2013 à 2021, environ 50 000 nouveaux consommateurs ont été raccordés au réseau de gaz dans 178 villages de huit municipalités de Kakheti, ce qui a permis de réduire le recours au bois de chauffe et la déforestation. En Azerbaïdjan, les acteurs du secteur des énergies renouvelables (responsables politiques et investisseurs) ont reconnu l'importance de l'approche fondée sur les interactions pour le développement des énergies renouvelables.

VERS LE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ DES RESSOURCES EN EAUX SOUTERRAINES ET EN EAUX DE SURFACE DANS LE BASSIN AQUIFÈRE SÉNÉGALO-MAURITANIEN

Le bassin aquifère sénégalo-mauritanien couvre une superficie de 331 450 km² et accueille une population estimée à plus de 16 millions d'habitants. Il est partagé par la Gambie, la Guinée-Bissau, la Mauritanie et le Sénégal. Le Sénégal et la Guinée-Bissau ont adhéré à la Convention sur l'eau en 2018 et 2021, respectivement. La coopération est essentielle car l'aquifère est sous pression en raison d'une demande d'eau de plus en plus importante, induite par la croissance démographique, l'urbanisation rapide et le développement de l'agriculture.

Dans le cadre de son processus d'adhésion à la Convention sur l'eau, le Sénégal a demandé une assistance pour l'élaboration d'une initiative de coopération concernant l'aquifère. C'est ainsi qu'a été créé en avril 2020 le Groupe de travail régional sur la coopération transfrontière concernant l'aquifère sénégalo-mauritanien, qui réunit des représentants des pouvoirs

publics des quatre pays, de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Gambie et de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal. Une vision de la coopération transfrontière dans le bassin aquifère sénégalo-mauritanien a été approuvée en décembre 2020.

Le 29 septembre 2021, les Ministres de l'eau des pays riverains ont signé la Déclaration ministérielle sur le bassin aquifère sénégalo-mauritanien à l'occasion du débat de haut niveau de la neuvième session de la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau. Ils se sont engagés à établir un cadre juridique et institutionnel de coopération transfrontière pour la gestion durable des eaux du bassin aquifère sénégalo-mauritanien, conjointement aux eaux de surface de la région.

Le dialogue régional à propos de ce bassin est soutenu par le Geneva Water Hub, le Centre international d'évaluation des ressources en eaux souterraines et le secrétariat de la Convention sur l'eau et bénéficie du financement de la Direction suisse du développement et de la coopération et de l'Union européenne.

HYDROÉLECTRICITÉ DURABLE ET NAVIGATION DANS LE BASSIN DU DANUBE

Dans le cadre de la Commission internationale pour la protection du Danube, les pays concernés ont élaboré des directives relatives au développement d'une hydroélectricité durable et à la navigation intérieure, dans le but de parvenir à un juste équilibre entre le développement économique et les besoins environnementaux dans le bassin. En tant qu'intermédiaire impartial, la Commission favorise le partage des connaissances entre les secteurs de l'hydroélectricité, de l'agriculture et de la navigation à l'échelle du bassin.

La Déclaration commune sur les directives relatives au développement de la navigation et à la protection environnementale dans

le bassin du Danube a été finalisée en 2007. Ces directives ont été appliquées dans l'ensemble du bassin via des processus de planification stratégique en rapport avec la navigation. Les administrations, les parties prenantes et les groupes de défense de l'environnement partagent leurs expériences en matière de mise en œuvre à l'occasion de réunions annuelles. Les Principes directeurs pour le développement d'une hydroélectricité durable dans le bassin du Danube ont été adoptés par la Commission internationale pour la protection du Danube en 2013 et interviennent régulièrement dans la planification stratégique à différents niveaux. Ils sont appliqués tant dans la planification de nouvelles centrales hydroélectriques que pour la rénovation des anciennes installations.

HYDROÉLECTRICITÉ ET DÉBIT ÉCOLOGIQUE DU DNIESTR

Les lâchers d'eau de printemps provenant de la retenue du Dniestr ont commencé en 1988, juste après la mise en service de cette centrale hydroélectrique ukrainienne, un événement qui a considérablement modifié le régime hydrologique de ce fleuve partagé par la République de Moldova et l'Ukraine. Ils ont généralement lieu en avril, pendant une durée de 30 jours, dans le but d'alimenter en eau les zones de frai des poissons dans les plaines inondables, ainsi que la faune et la flore des plaines inondables du Bas-Dniestr, qui englobent trois sites Ramsar et un parc naturel national. À cette occasion, la centrale du Dniestr réduit sa production d'électricité et d'autres fournisseurs

prennent le relais pour assurer une production équilibrée sur l'ensemble du réseau électrique du pays.

En 2020, une analyse des objectifs, des limites et des possibilités d'optimisation du régime de lâcher d'eau de printemps de la retenue du Dniestr a été réalisée à la demande des Gouvernements de la République de Moldova et de l'Ukraine et a produit plusieurs scénarios et modèles pour les déversements en question. Elle a conclu à la nécessité d'efforts supplémentaires pour optimiser les flux écologiques, notamment parce que les besoins environnementaux ne sont pas entièrement clarifiés. Ces conclusions éclairent le travail de la Commission du Dniestr, organisme bilatéral créé en 2018 en vertu du Traité du Dniestr de 2012. La Convention sur l'eau ainsi que l'OSCE ont toutes deux appuyé le développement de cette coopération.

AVANTAGES DE LA COOPÉRATION TRANSFRONTIÈRE EN MATIÈRE D'EAU DANS LE BASSIN DU SYSTÈME AQUIFÈRE DU SAHARA SEPTENTRIONAL

L'Algérie, la Libye et la Tunisie coopèrent de longue date au partage de leurs connaissances et à la gestion des ressources hydriques transfrontières du système aquifère du Sahara septentrional. Ces pays font figure de pionniers en matière de coopération concernant un aquifère transfrontière. Cependant, des mesures urgentes sont indispensables pour atténuer la pression exercée sur les ressources, car la demande en eau continue d'augmenter et l'impact du changement climatique sur les ressources en eau ne fera que s'intensifier.

L'évaluation fondée sur les interactions du système aquifère du Sahara septentrional, préparée en 2017-2019 avec le soutien

des organes de la Convention sur l'eau, a permis aux pays de dresser ensemble la liste des avantages que procurerait une meilleure coopération dans la gestion des eaux transfrontières. Un ensemble de 15 mesures hautement prioritaires et réalisables a été établi conjointement. Ces mesures concernent la gouvernance et la coopération internationale, mais aussi les instruments économiques et politiques, en passant par les infrastructures et l'innovation. Les recommandations formulées à l'occasion de l'évaluation sont autant d'options susceptibles de renforcer les avantages de la coopération dans la gestion des eaux transfrontières.

L'évaluation fondée sur les interactions a incité les pays à apprendre les uns des autres, par exemple sur le recours à l'énergie solaire pour le pompage.

SOURCES

Exemples de réussite : 2, 25.

Interviews : Nikoloz Kholodov et Tamara Kutonova.

Autres sources :

FEM, formulaire de description de projet, « Fostering Multi-country Cooperation over Conjunctive Surface and Groundwater Management in the Bug and Neman Transboundary River Basins and the Underlying Aquifer Systems ».

Projet du FEM « Enabling Transboundary Cooperation and Integrated Water Resources Management in the Dniester River Basin » (2020). *Analysis of the goals, limitations and opportunities for optimizing the regime of spring ecological reproductive releases from the Dniester reservoir.*

Kyiv/Geneva : OCSE. Mécanisme de concertation du système aquifère du Sahara septentrional (2020). *Les avantages de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières dans le système aquifère du Sahara septentrional — Note d'orientation.*

CEE (2021). *Solutions and Investments in the Water-Food-Energy-Ecosystems Nexus : A Synthesis of Experiences in Transboundary Basins.*



Chapitre 7 : LA CONVENTION SUR L'EAU AMÉLIORE LA GOUVERNANCE DE L'EAU AUX NIVEAUX NATIONAL ET TRANSFRONTIÈRE

« Cette Convention propose un cadre opérationnel pour mettre en œuvre dans la pratique, aux niveaux national et transfrontière, une gestion intégrée des ressources en eau susceptible de faciliter la prévention des tensions et des différends potentiels et de contribuer ainsi au maintien de la paix, de la stabilité et de la sécurité internationales et régionales. »

Inês dos Santos Costa, Secrétaire d'État à l'environnement (2019-2022) du Portugal

« En mettant en œuvre la Convention, le Kazakhstan profite de l'expérience internationale pour résoudre les problèmes de son secteur de l'eau et participe aux efforts déployés aux niveaux régional et mondial pour faire face aux défis liés à l'eau. »

Serik Kozhaniyazov, Vice-Ministre de l'écologie, de la géologie et des ressources naturelles du Kazakhstan

La Convention sur l'eau exige des Parties riveraines qu'elles concluent des accords, instaurent des organes communs, qu'elles tiennent des consultations, échangent les informations et prennent des mesures pour assurer une gestion coopérative des eaux transfrontières. Au cours des 30 dernières années, les Parties ont accumulé une vaste expérience sur l'élaboration et la mise en place de tels accords, et sur l'organisation d'organes communs de coopération relative aux eaux transfrontières. Beaucoup d'accords et d'organes conjoints mis en place par les Parties sont des exemples éloquentes de coopération et de gouvernance des eaux transfrontières.

L'application de la Convention se traduit également par une meilleure gouvernance de l'eau au niveau national. Elle renforce la coopération intersectorielle et la participation des divers acteurs à la gestion des ressources hydriques et consolide les stratégies nationales en la matière. Pour les nouveaux États Parties, l'adhésion à la Convention peut susciter une réactivation de cadres nationaux de gestion et de gouvernance de l'eau et améliorer ainsi l'état des masses d'eau sur le territoire national et au-delà.

EXEMPLES DE RÉUSSITES

AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU GRÂCE À LA MISE EN ŒUVRE DE LA DIRECTIVE-CADRE EUROPÉENNE SUR L'EAU

L'importance d'une gestion durable des eaux transfrontières a été traduite concrètement dans la législation centrale de l'UE en matière d'eau : la Directive-cadre européenne sur l'eau. Cette directive fait explicitement référence à la Convention sur l'eau et contribue à sa mise en œuvre par l'UE et ses États membres. Adoptée en 2000, elle garantit aux quelques 1,2 million de kilomètres de rivières de l'UE ainsi qu'à toutes les autres masses d'eau l'application de deux objectifs centraux : l'interdiction de toute nouvelle détérioration de la qualité de l'eau et l'obtention

d'un bon état des eaux de surface et des eaux souterraines d'ici à 2027 au plus tard. La Directive fait obligation aux États membres de l'UE de collaborer lorsqu'un bassin hydrographique couvre le territoire de plus d'un État membre. De nombreux mécanismes de coopération bilatéraux et multilatéraux, ainsi que des organismes internationaux de bassins hydrographiques, ont été créés depuis, favorisant la gestion intégrée et la gouvernance des ressources en eau, ainsi que l'approfondissement des connaissances en la matière. La mise en œuvre de la Directive a par ailleurs facilité les interactions entre les divers niveaux de gouvernement et les parties prenantes, ainsi que l'innovation politique et technologique.



PROGRÈS DANS LES RÉFORMES DU SECTEUR DE L'EAU GRÂCE À L'INITIATIVE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR L'EAU ET AUX DIALOGUES SUR LES POLITIQUES NATIONALES

Depuis 2006, les organes de la Convention sur l'eau, conjointement avec l'Organisation de coopération et de développement économiques, ont mis en œuvre les dialogues sur les politiques nationales dans le cadre de l'Initiative de l'Union européenne pour l'eau. Depuis 2016, l'Office International de l'Eau (OIEau) et l'Agence autrichienne de l'environnement soutiennent également ces dialogues sur les politiques nationales, qui ont renforcé la gouvernance de l'eau et la gestion intégrée des ressources hydriques dans les pays d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale, dans le respect des dispositions de la Convention sur l'eau, de son Protocole sur l'eau et la santé, et des directives de l'Union européenne.

Voici quelques exemples de résultats de cette démarche en Arménie, en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Géorgie, en République de Moldova et en Ukraine durant la période 2016-2021² :

- Des progrès ont été enregistrés dans l'élaboration de cadres juridiques communs dans cinq bassins (Dniestr, Koura, Khrami-Debed, Niémen et Dvina occidentale).

- Des centaines de supports de connaissances et de matériels d'analyse ont été produits et neuf laboratoires d'analyse de l'eau ont été modernisés.
- 44 enquêtes concernant des rivières, des eaux souterraines et des eaux côtières ont été réalisées, couvrant plus de 1 000 sites.
- Les systèmes d'information sur l'eau ont été modernisés pour permettre la production de données transparentes sur l'état et l'utilisation des ressources en eau.
- Environ 30 millions de personnes (40 % de la population des pays concernés) bénéficient de 11 plans nouveaux ou révisés de gestion de district hydrographique et profitent d'une surveillance de l'eau plus proche des normes européennes.

Et voici quelques exemples de résultats obtenus au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et au Turkménistan³ :

- Des progrès ont été enregistrés en matière de planification stratégique, notamment la conception de stratégies nouvelles ou actualisées relatives à l'eau, par exemple pour la réforme du secteur de l'eau au Tadjikistan ou l'établissement d'indicateurs de sécurité sanitaire de l'eau au Kirghizistan.
- Des législations modernes ont été adoptées, notamment un nouveau code de l'eau au Turkménistan.
- Les capacités ont été renforcées et diverses études ont été menées, dont des recherches de terrain sur l'état du fleuve transfrontière Oural/Zhayik, partagé par le Kazakhstan et la Fédération de Russie.

PARTICIPATION DES ACTEURS CONCERNÉS À LA PRÉSERVATION DU BIEN-ÊTRE ET DES ÉCOSYSTÈMES DANS LES BASSINS DU FLEUVE GAMBIE ET DE LA SAVE

La gestion participative et concertée des ressources du bassin par les États riverains, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Sénégal (ces deux derniers étant Parties à la Convention sur l'eau), est l'un des principaux points forts de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Gambie. Cette Organisation a pour mission essentielle l'exploitation rationnelle et harmonieuse des bassins des fleuves Gambie, Kayanga-Geba et Koliba-Corubal. Les enjeux sont multiples, notamment sont l'autosuffisance alimentaire, la réduction de la vulnérabilité aux risques climatiques et la préservation des écosystèmes essentiels. Toutes les parties prenantes concernées sont représentées au

sein des comités de coordination et de surveillance nationaux et locaux afin de garantir la prise en compte de toutes les voix dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures. Ces comités réunissent les autorités nationales et locales, des membres de la société civile, des communautés rurales et des associations de jeunes et de femmes.

Le bassin de la Save, dont tous les États riverains sont Parties à la Convention sur l'eau, est un autre espace exemplaire de collaboration de haut niveau. Des mécanismes sont en place pour assurer une participation active généralisée aux activités de la Commission internationale du bassin de la Save, aux campagnes de consultation publique et aux activités de sensibilisation par l'intermédiaire du Parlement des jeunes de la Save et du Conseil de l'eau de la Save.

² Projet Initiative de l'Union européenne pour l'eau Plus.

³ Programme de coopération entre l'Union européenne et l'Asie centrale dans les domaines de l'eau, de l'environnement et des changements climatiques.

MISE EN PLACE D'UNE SURVEILLANCE EFFICACE DES BASSINS PARTAGÉS

La prise de décisions judicieuses en matière de gestion de l'eau suppose de disposer d'une bonne connaissance de l'état du bassin fluvial, lacustre ou aquifère. Il appartient aux pays partageant un bassin transfrontière de s'entendre sur la collecte et l'échange de données et d'informations afin de développer une compréhension commune de la situation en matière de gestion de l'eau. À cet effet, la Convention sur l'eau requiert la mise en place d'une surveillance commune ou coordonnée.

Au début des années 2000, les Parties à la Convention sur l'eau ont mené des projets pilotes de surveillance conjointe dans plusieurs bassins fluviaux transfrontières, notamment celui de la Morava (République slovaque et République tchèque), du Boug (Pologne, Bélarus et Ukraine), du Maros/Mures (Hongrie et Roumanie), de l'Ipel/Ipoly (Hongrie et République de Slovaquie) et de la Latorica/Ouj (Slovaquie et Ukraine). Ils ont fait de même avec l'aide du programme TACIS⁴ pour les rivières Koura (Azerbaïdjan et Géorgie), Seversky Donets (Fédération de Russie et Ukraine), Tobol (Kazakhstan et Fédération de Russie) et

Pripyat (Bélarus et Ukraine). Des projets pilotes relatifs aux eaux souterraines ont d'autre part été mis en œuvre, concernant notamment l'aquifère du karst d'Aggtelek et du karst de Slovaquie entre la République de Slovaquie et la Hongrie, ainsi qu'un projet pilote sur le lac transfrontière Peipsi/Chudskoye (Estonie et Fédération de Russie).

Ces projets ont permis d'instaurer ou d'améliorer les pratiques de surveillance et ont favorisé l'harmonisation des procédures et des normes. La démarche s'est avérée particulièrement utile pour les pays qui se préparaient à l'époque à mettre en œuvre les directives de l'UE. Les projets ont également permis de tester les lignes directrices pour la surveillance et l'évaluation des rivières, des lacs et des eaux souterraines transfrontières élaborées dans le cadre de la Convention sur l'Eau.

Les enseignements qui en ont été tirés ont profité depuis à de nombreux autres bassins. Lors du deuxième cycle d'établissement de rapports au titre de la Convention (en 2020), certains pays ont indiqué que le fait de disposer de données et d'informations transparentes et fiables à l'échelle du bassin constituait un atout essentiel pour la surveillance conjointe.

GESTION CONJOINTE DU BASSIN DU DRIN

Le système hydrologique complexe du bassin transfrontière du Drin est composé de trois rivières (le Drin noir, le Drin blanc et la Buna/Bojana) et de trois lacs (Prespa, Ohrid et Skadar/Shkoder). Quatre Parties à la Convention sur l'eau, en l'occurrence l'Albanie, la Grèce, le Monténégro et la Macédoine du Nord, ainsi que le Kosovo⁵, partagent ce bassin.

Un mémorandum d'accord pour la gestion du bassin transfrontières élargi du Drin, signé en 2011, a établi un cadre institutionnel pour la coopération dans le bassin, composé d'une réunion des Parties, du Groupe restreint du bassin du Drin chargé

de coordonner les actions de mise en œuvre du mémorandum d'accord et de trois groupes d'experts. Les activités conjointes ont permis une meilleure compréhension et élargi le champ des collaborations pour un avenir durable du bassin fluvial, notamment pour la mise en œuvre d'un programme d'action stratégique commun à partir de 2020. L'intensification de la collaboration dans le bassin a conduit le Groupe restreint du bassin du Drin à mettre au point un plan de gestion du bassin fluvial ainsi qu'un projet d'accord international en vue d'une gestion coordonnée et durable du bassin du Drin. Ces mesures permettront d'améliorer les cadres juridiques et institutionnels et de consolider la gouvernance de l'eau.

⁴ Programme d'assistance technique de la Communauté européenne à la Communauté d'États indépendants et à la Géorgie (1991-2006) de la Commission européenne.

⁵ Territoire administré par les Nations Unies en vertu de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

LES RAPPORTS ÉTABLIS AU TITRE DE LA CONVENTION SUR L'EAU METTENT EN ÉVIDENCE LES LACUNES ET LES POSSIBILITÉS D'AMÉLIORER LA GOUVERNANCE DE L'EAU

Le mécanisme d'établissement de rapports au titre de la Convention et concernant l'indicateur 6.5.2 des objectifs de développement durable, dont la CEE et l'UNESCO sont les organismes coresponsables, a été introduit en 2015. L'instauration de cette exigence de rendre compte au titre de la Convention a démontré la capacité du mécanisme de la Convention à s'adapter aux besoins des Parties.

Les rapports permettent l'examen et une meilleure compréhension de la coopération relative à la gestion des eaux transfrontières. Ils facilitent également le recensement et la correction des lacunes dans les législations et politiques nationales relatives à cette gestion. À titre d'exemple, les informations communiquées par la Suède et la Norvège lors du premier cycle de rapports, en 2017, ont amené les deux pays à renforcer leur coopération. Par ailleurs, le processus concernant l'indicateur 6.5.2 des ODD a incité des pays voisins à nouer le dialogue à propos de l'aquifère sénégal-mauritanien, ce qui a débouché sur un projet commun et une déclaration ministérielle conjointe signée en 2021, avec l'engagement de mettre au point un accord transfrontière.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'EAU

Le renforcement des capacités relatives aux aspects juridiques et pratiques de la coopération transfrontière relève de plusieurs domaines d'activité dans les travaux de la Convention sur l'eau. De 2011 à 2021, près de 6 000 experts ont été formés au droit international de l'eau, à l'adaptation aux changements climatiques, à l'approche fondée sur les interactions, à la sécurité des barrages et à d'autres thèmes connexes dans le cadre des activités de renforcement des capacités menées par le secrétariat de la Convention sur l'eau.

En outre, un nombre croissant d'organisations partenaires interviennent dans les actions de sensibilisation à la Convention et à sa mise en œuvre. Ainsi, un cours en ligne ouvert à toutes et à tous (MOOC) consacré à la gouvernance de l'eau et au droit international de l'eau a été ouvert en août 2020 et a permis de

mieux faire comprendre la gestion des eaux transfrontières à l'échelle mondiale. Organisé et dirigé par le Partenariat mondial pour l'eau et GEF IW:LEARN, en coopération avec le secrétariat de la Convention sur l'eau, ce MOOC a rassemblé en mai 2022 plus de 2 960 participants originaires de 159 pays, et a fait l'objet d'avis extrêmement positifs. Les événements interactifs en ligne conçus dans le contexte du MOOC ont en outre attiré plus de 1 000 participants uniques du monde entier qui ont pu dialoguer directement avec des experts et des praticiens du droit international de l'eau.

D'autres organisations, notamment l'Institut international de l'eau à Stockholm, ont mené des activités de renforcement des capacités et encouragé la coopération des pays riverains de bassins hydrographiques transfrontières. Grâce à ces actions, les pays et les institutions sont plus à même d'initier et de développer la coopération dans le domaine des eaux transfrontières en s'appuyant sur la Convention sur l'eau.

SOURCES

Exemples de réussite : 6, 8, 16, 17, 18, 19, 24 et 25.

Interviews : Dejan Komatina et Jos Timmerman.

Autres sources :

CEE, UNESCO (2021). *Progrès de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières : Situation mondiale de l'indicateur 6.5.2 des ODD et besoins d'accélération*.

CEE (2021). *Second report on implementation of the Convention on the Protection and Use of Transboundary Watercourses and International Lakes, 2017-2020*.

CEE (2016). *Reconciling Resource Uses in Transboundary Basins : Assessment of the Water-Food-Energy-Ecosystems Nexus in the Sava River Basin*.

CEE (2003). *Évaluation des projets pilotes sur les cours d'eau : Recommandations pour les projets futurs et enseignements à retenir pour la surveillance et l'évaluation*. Document de travail WGMA/2003/4.



Chapitre 8 : LA CONVENTION SUR L'EAU CONTRIBUE À LA PAIX ET À LA STABILITÉ



La Convention sur l'eau est un instrument essentiel pour gérer et mettre en valeur les eaux transfrontières dans la paix et la confiance. »

Cecilia Abena Dapaah, Ministre de l'assainissement et des ressources en eau du Ghana



Nous remercions également les membres du Comité d'application pour leur coopération, les conseils et l'expertise qu'ils ont apportés au Monténégro concernant la rivière Cijevna/Cem. Nous saluons en particulier l'ouverture, l'objectivité et la transparence dont le Comité a fait preuve. »

Aleksandar Stijović, Ministre de l'agriculture, des forêts et de la gestion des eaux (2020-2022) du Monténégro

La Convention sur l'eau expose en termes très concrets le processus à mettre en œuvre pour développer le dialogue et la coopération et permet ainsi aux pays riverains d'établir des relations de bon voisinage particulièrement stables. La Convention offre des possibilités d'initiatives et d'investissements communs qui renforcent la confiance au fil du temps. Le dialogue et la coopération atténuent les risques de conflits et permettent d'en éviter les coûts. Les activités de coopération au quotidien contribuent à l'établissement d'une identité commune du bassin.

Pour favoriser la prévention et la résolution des conflits, un comité d'application a été créé dans le cadre de la Convention sur l'eau. Ce comité participe à la recherche de solutions constructives et pacifiques lorsque la coopération s'avère difficile. Cette coopération dans le cadre de la Convention est donc un facteur positif pour la paix et la stabilité.

EXEMPLE DE RÉUSSITE

COOPÉRATION ENTRE VOISINS DANS LE BASSIN DE LA SAVE

En 2002, dans le bassin de la Save, un sous-bassin du Danube, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et la Slovénie ont négocié et approuvé un accord-cadre. Reprenant les principes de la Convention sur l'eau, cet instrument a été le premier instrument multilatéral axé sur le développement dans cette sous-région après l'Accord de paix de Dayton. Il fait référence entre autres à l'importance de la coopération avec la CEE. En effet, plusieurs

activités et projets conjoints ont été mis en œuvre dans le cadre de la Convention sur l'eau.

La Commission internationale du bassin de la Save a été créée en tant qu'organe conjoint en 2005. La coopération dans le contexte du bassin fluvial a permis depuis lors d'instaurer un climat de confiance après les conflits qui ont enflammé la région dans les années 1990 et de renforcer la coopération entre les pays dans de multiples autres domaines.

LE COMITÉ D'APPLICATION – UN MÉCANISME INNOVANT POUR DÉGAGER DES SOLUTIONS CONSTRUCTIVES

En 2021, l'Albanie et le Monténégro ont convenu de mettre en place un groupe de travail technique conjoint sur la surveillance et l'évaluation, et d'élaborer et mettre en œuvre un protocole d'échange d'informations sur le bassin commun de la rivière Cijevna/Cem. Cette démarche fait suite aux consultations menées avec ces deux pays par le Comité d'application de la Convention sur l'eau, à la demande du Monténégro, préoccupé par l'impact transfrontière potentiel sur ce fleuve des centrales

hydroélectriques supplémentaires prévues en Albanie. Le Comité a aidé l'Albanie et le Monténégro dans le cadre d'une procédure consultative, un outil unique qui fait la spécificité de ce comité par rapport à d'autres mécanismes similaires et lui permet de nouer le dialogue avec des pays cherchant à résoudre les problèmes d'eau de manière non conflictuelle.

Le Comité d'application est composé de neuf membres indépendants, dont des juristes et des professionnels de l'eau, qui sont élus par la Réunion des Parties. Il facilite la mise en œuvre et le respect de la Convention.

RÉSOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS RELATIFS AUX EAUX PARTAGÉES EN AFRIQUE CENTRALE

L'Afrique centrale est riche en eaux transfrontières, avec 16 grands fleuves transfrontières, cinq lacs transfrontières et 17 systèmes aquifères transfrontières partagés par les 11 membres (Angola, Burundi, Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, São Tomé-et-Principe, Tchad) de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Si la coopération sur certaines des eaux partagées de la région progresse avec le soutien d'organes conjoints actifs, la plupart de ces ressources ne disposent pas d'un cadre solide de coopération.

Il existe des différences significatives dans la répartition de l'eau entre les pays. La dégradation des ressources en eau, l'augmentation attendue de la consommation d'eau et les effets des changements climatiques pourraient être des sources de tension et de conflit potentiel.

En 2020, la Conférence des chefs d'État de la CEEAC a adopté la Convention pour la prévention et la résolution pacifique des conflits liés à la gestion des ressources en eau partagées de l'Afrique centrale. Largement inspiré par la Convention sur l'eau, cet instrument juridique a été négocié dans le cadre de la CEEAC, avec le soutien du secrétariat de la Convention sur l'eau et de la Banque africaine de développement. Actuellement, le secrétariat de la Convention sur l'eau appuie la promotion et la mise en œuvre de la convention régionale conjointement avec la CEEAC.

UNE IDENTITÉ DE BASSIN PARTAGÉ POUR PROMOUVOIR LA COOPÉRATION

Le développement d'une identité et d'une responsabilité communes pour les bassins fluviaux, lacustres et aquifères est essentiel pour susciter l'intérêt des pays riverains et parvenir à une gestion conjointe et durable du bassin partagé.

Le bassin du Dniestr en est un bon exemple, les efforts déployés par la République de Moldova et l'Ukraine contribuant à la réalisation de cet objectif. Dans le cas d'espèce, la participation de la région séparatiste de Transnistrie, en République de Moldova, sur la rive gauche du fleuve, revêt une importance particulière.

La Journée du Dniestr, organisée par les pouvoirs publics et les partenaires des deux pays, est célébrée dans tout le bassin. La représentation des organismes publics et des organisations civiles dans la gestion des fleuves est une autre tendance forte qui favorise la coopération transfrontière. Chaque année, des cours d'été sont organisés pour des jeunes de l'ensemble du bassin. Les participants passent quelques semaines à parfaire leurs connaissances du bassin et à tisser des liens d'amitié sur les deux rives du fleuve. Des conférences régulières contribuent par ailleurs à renforcer les connaissances sur le bassin et favorisent le dialogue entre les diverses parties prenantes.

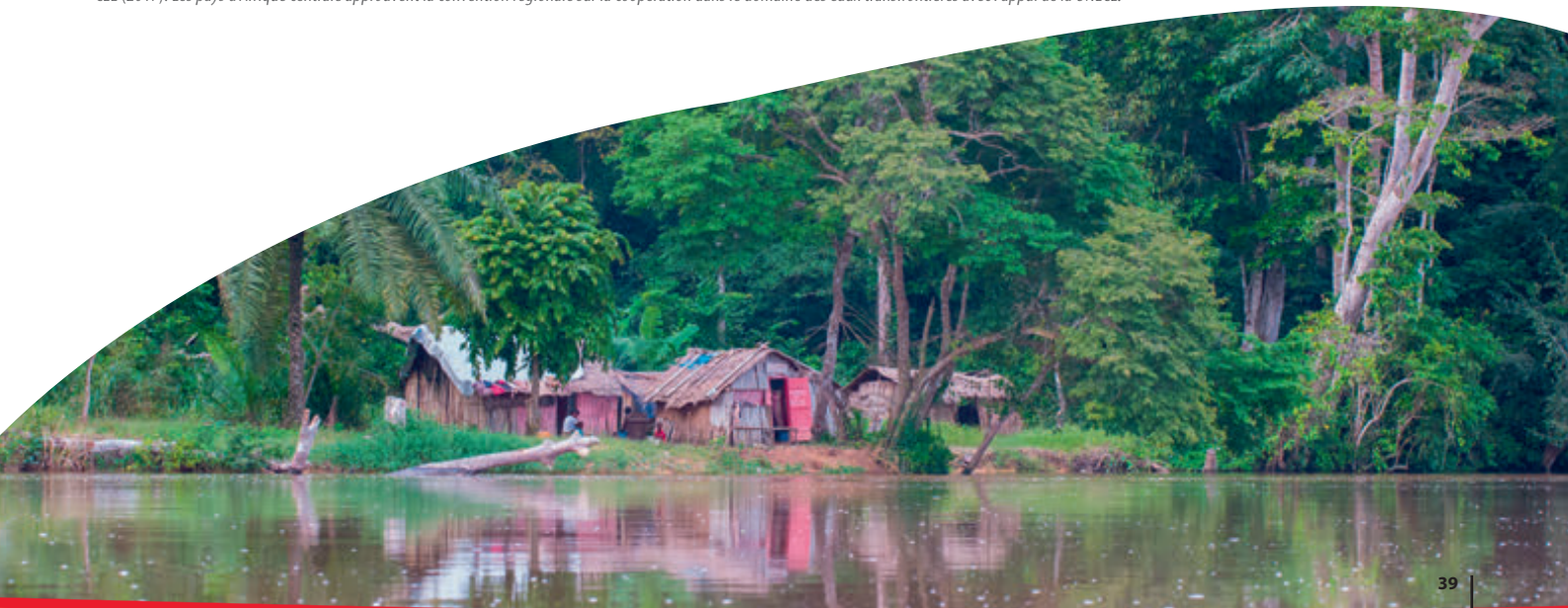
SOURCES

Interviews : Dejan Komatina et Tamara Kutonova.

Autres sources :

Dejan Komatina (2007). Exposé « Transboundary Cooperation in the Sava River Basin », PC.DEL/232/07. OSCE.

CEE (2017). *Les pays d'Afrique centrale approuvent la convention régionale sur la coopération dans le domaine des eaux transfrontières avec l'appui de la UNECE.*



Chapitre 9 : LES DÉFIS À VENIR

Dans leur vision à l'horizon 2030, les Parties à la Convention sur l'eau estiment qu'il faut que « les eaux transfrontières du monde entier soient gérées en coopération par les pays riverains afin de promouvoir le développement durable, la paix et la sécurité »⁶. La Stratégie de mise en œuvre de la Convention au niveau mondial (2018) fixe des objectifs à long terme et le cadre stratégique permettant la mondialisation de la Convention. Ces objectifs à long terme seront réalisés grâce à la mise en œuvre des programmes de travail triennaux de la Convention.

L'examen des réalisations de ces trois dernières décennies est l'occasion de réfléchir à l'orientation que nous souhaitons donner à la Convention dans les 10, 20 ou 30 prochaines années, et aux moyens requis pour la concrétiser. Les défis et les problèmes évoqués ci-dessous, relevés au cours d'une série d'entretiens, jettent les bases d'une discussion stratégique à tenir sur l'avenir de la Convention sur l'eau, les priorités pour son développement futur et les moyens de sa mise en œuvre.

UN IMPACT CROISSANT AU NIVEAU MONDIAL

Il importe que les Parties poursuivent leur travail novateur et proactif avec l'appui du secrétariat, y compris au-delà de la région de la CEE, dans le but de mieux comprendre et d'impliquer les partenaires nationaux, régionaux et internationaux, de collaborer avec eux afin de renforcer le soutien à la coopération dans la gestion des eaux transfrontières, de promouvoir l'adhésion à la Convention et de faciliter la mise en œuvre de cette dernière. La plateforme de dialogue proposée par la Convention deviendra encore plus cruciale à mesure que les contacts mondiaux et les adhésions se multiplieront. Des actions telles que le recensement des avantages procurés par la coopération, la mise à disposition d'instruments d'arbitrage intersectoriel, la facilitation de nouveaux accords et la création d'organes communs, ainsi que la garantie du financement de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières, restent essentielles dans de nombreuses régions du monde. La participation grandissante d'un éventail plus vaste de régions et de pays aux activités menées au titre de la Convention exigera de resserrer les partenariats existants, d'en nouer de nouveaux et éventuellement de réfléchir à la structure institutionnelle de la Convention. Elle nécessitera également un financement plus durable et plus prévisible des activités de la Convention ainsi qu'une réflexion innovante sur la manière d'organiser la coopération avec les pays, les régions et les partenaires.

RENFORCEMENT DE LA CONTRIBUTION À LA PAIX ET À LA STABILITÉ

Le succès de la gestion commune des ressources en eau peut transformer une source potentielle de tension en un vecteur de coopération et de partenariat à l'échelle du bassin. Les expériences de divers bassins hydrographiques partout dans le monde montrent que les efforts coopératifs déployés pour rechercher activement des solutions constructives peuvent être extrêmement bénéfiques pour les riverains et consolider la confiance. Les enseignements tirés par des pays Parties et non-Parties de l'application des normes et principes de la Convention sur l'eau pourraient être exploités et diffusés plus largement afin de promouvoir l'impact positif de la coopération dans le domaine de l'eau sur la paix et la stabilité.

PROMOTION DES APPROCHES À L'ÉCHELLE DES BASSINS DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'avenir sera caractérisé par une intensification des effets des changements climatiques. L'adaptation à ces changements dans les bassins transfrontières est déjà au cœur du programme de travail de la Convention, et l'Équipe spéciale de l'eau et du climat a largement démontré son utilité au niveau mondial. Dans un monde marqué par des catastrophes climatiques de plus en plus fréquentes et des risques accrus de sécheresse et d'inondations, il sera encore plus crucial de coopérer et de trouver ensemble des solutions aux problèmes à venir, notamment la pénurie d'eau, grâce à des actions conjointes menées dans les bassins transfrontières. La Convention sur l'eau peut également être une aide précieuse pour attirer les financements de l'action climatique.

PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ PAR LA COOPÉRATION TRANSFRONTIÈRE DANS LE DOMAINE DE L'EAU

L'écologie de l'eau, la biologie de l'eau et l'eau en tant qu'espace vital de certaines espèces, voilà autant de domaines de travail pour lesquels de nombreuses Parties à la Convention sur l'eau souhaiteraient bénéficier d'un soutien accru par l'intermédiaire d'activités entreprises dans le cadre de la Convention. Malgré l'instauration d'une collaboration efficace avec certains instruments environnementaux multilatéraux d'envergure régionale et mondiale, la coopération pourrait être élargie à d'autres activités et mécanismes, car la crise de la biodiversité est désormais aussi préoccupante que la crise climatique qui lui est associée. L'assèchement des écosystèmes aquatiques ne détruit pas seulement des espaces de vie pour la faune et la flore, il a également un impact sur les services écosystémiques. En mettant l'accent sur les possibilités de coopération dans les bassins transfrontières, les Parties à la Convention sur l'eau sont à même de répondre à l'obligation qui leur est faite d'assurer la protection et la restauration des écosystèmes liés à l'eau, mais aussi de contribuer à la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité qui doit être adopté lors de la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

⁶ Voir Stratégie de mise en œuvre de la Convention au niveau mondial, ECE/MP.WAT/54/Add.2.

RENFORCEMENT DE LA GESTION CONJOINTE DES EAUX SOUTERRAINES ET DES EAUX DE SURFACE

La Convention sur l'eau couvre l'ensemble des eaux de surface et souterraines transfrontières, mais il convient dans la pratique d'intensifier la coopération en matière de gestion des eaux souterraines, grâce des actions conjointes de recensement, de délimitation et de caractérisation des aquifères transfrontières, et d'aider les pays à gérer ensemble les eaux transfrontières, tant souterraines que de surface.

INTÉGRATION DE MODÈLES ÉCONOMIQUES CIRCULAIRES DANS LA GESTION DE L'EAU

L'économie circulaire vise à découpler la croissance d'avec la consommation de ressources finies telles que l'eau. De nombreux aspects de l'économie circulaire sont liés à la gestion de l'eau et vont bien au delà de la seule question de la réutilisation de cette ressource, que les Parties à la Convention sur l'eau sont tenues de promouvoir en vertu de l'obligation qui leur est faite de définir et d'appliquer les meilleures pratiques environnementales. La coopération dans les bassins transfrontières offre des occasions supplémentaires de trouver des solutions sur la base de modèles économiques circulaires. La Convention sur l'eau peut aider dans la mise au point, la promotion et l'adoption plus large de telles solutions.

FACILITATION DU FINANCEMENT DE LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DES EAUX TRANSFRONTIÈRES

L'absence de modèles de financement durables empêche souvent les pays d'approfondir leur coopération. Les investisseurs, notamment privés, jugent généralement les projets transfrontières « trop risqués » et les organismes de bassin ne sont pas toujours en mesure d'obtenir des financements directs. Par ailleurs, de nombreux pays rencontrent des difficultés pour financer la coopération en matière de gestion des eaux transfrontières à partir de sources nationales, les avantages de cette coopération étant souvent mal connus et les fonds réservés aux projets nationaux et locaux. Les activités destinées à faciliter le financement de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières et de la mise en valeur des bassins au titre de la Convention sur l'eau sont essentielles pour permettre aux pays et aux organismes de bassin de mieux comprendre et cerner les mécanismes de financement durable. Ce travail peut également attirer l'attention sur le sujet au niveau mondial et susciter l'intérêt des institutions financières et des investisseurs internationaux.

RENFORCEMENT DE LA GESTION « DE LA SOURCE À LA MER »

Sur plus de 300 millions de tonnes métriques de déchets plastiques produites chaque année dans le monde, quelque 4,8 à 12,7 millions de tonnes métriques finissent dans les océans, avec des répercussions préjudiciables sur les organismes et les écosystèmes marins. Les cours d'eau constituent un vecteur majeur de cet afflux de déchets dans les mers, acheminant entre 9 et 50 % de la totalité du plastique qui s'y déverse. Les approches intersectorielles intégrées, prenant en compte les liens entre les ODD 6, 14 et 15, peuvent être favorisées par le renforcement de la coordination « de la source à la mer ». Progresser plus rapidement dans la réalisation des ODD reste toutefois un défi, que les Parties à la Convention sur l'eau devront relever pour satisfaire à l'obligation qui leur est faite par la Convention de protéger l'environnement tributaire des eaux transfrontières. La gestion et la planification des eaux aux niveaux national et transfrontière doivent prendre en considération l'impact sur la santé des océans. Il est important de réunir les communautés des eaux douces et des océans pour qu'elles étudient ensemble la contribution que la coopération transfrontière dans le domaine de l'eau pourrait apporter à la protection des environnements côtiers et marins, notamment dans le contexte de la Convention sur l'eau.



La Convention sur l'eau :

30 ans d'impacts positifs et de réalisations sur le terrain

L'année 2022 marque le trentième anniversaire de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau), adoptée à Helsinki en 1992.

Au cours des trois dernières décennies, la Convention sur l'eau a permis le renforcement de la coopération internationale et la mise en œuvre des mesures nationales de gestion durable et de protection des eaux transfrontières. Elle constitue également une plateforme intergouvernementale propice au développement et à l'avancement quotidiens de la coopération transfrontière.

La présente publication relate quelques exemples de retombées positives de la Convention sur l'eau dans la pratique. Elle permet au lecteur de mieux appréhender les répercussions sociales, économiques et environnementales de cet instrument, ainsi que ses contributions à la paix et à la stabilité dans divers contextes régionaux. Elle illustre en cela les avantages de la coopération en matière de gestion des eaux transfrontières fondée sur la Convention sur l'eau.

Cette publication s'adresse aux pouvoirs publics, aux organismes de bassin et autres organisations internationales, aux partenaires pour le développement, aux organisations non gouvernementales et aux milieux universitaires. Elle vise à mieux faire comprendre les avantages de la Convention sur l'eau, à faciliter les processus d'adhésion et à contribuer à l'application effective de la Convention et à l'amélioration de la coopération en matière d'eaux transfrontières partout dans le monde.

<https://unece.org/env/water>

Information Service
United Nations Economic Commission for Europe

Palais des Nations
CH - 1211 Geneva 10, Switzerland
Telephone: +41(0)22 917 12 34
E-mail: unece_info@un.org
Website: <http://www.unece.org>